

Mali - Mètre

Enquête d'opinion
« Que pensent les Maliens ? »

N° 4
16 - 25 septembre 2013

FRIEDRICH EBERT STIFTUNG, BAMAKO

Mali - Mètre

Enquête d'opinion
« Que pensent les Maliens ? »

N° 4
16 - 25 septembre 2013

FRIEDRICH EBERT STIFTUNG, BAMAKO

Sommaire

Avant-Propos	8
Résumé exécutif	9
Résultats nationaux	7
Résultats comparatifs des régions	11
Première partie : Objectifs et Cadre méthodologique	15
1.1 Contexte et Justification	16
1.2. Objectifs du Sondage	17
1-3. Approche méthodologique	18
1.3.1 Populations cibles et techniques de sondage	18
1.3.2. Organisation de l'étude	18
1.3.2.1 Concertation préliminaire avec le commanditaire	18
1.3.2.2 Elaboration du questionnaire et du manuel de l'enquêteur	18
1.3.2.3. Recrutement, Formation des enquêteurs et Pré-test	18
1.3.2.4. Collecte des données sur le terrain	18
1.3.2.5. Traitement et Analyse	18
1.3.2.6. Livrables	19
Deuxième partie : les Résultats	20
2.1 Appréciation des négociations	21
2.1.1. Appréciation de l'Accord préliminaire de Ouagadougou	21
2.1.2. Points de négociations entre le Gouvernement et les mouvements armés	22
2.1.3. Les points non négociables	27
2.2 Elections	31
2.2.1 Déroulement de l'élection présidentielle	31
2.2.1.1. Appréciation de l'organisation de l'élection présidentielle	31
2.2.1.2. Appréciation de l'élection d'IBK	34
2.2.1.3. Appréciation de l'implication des religieux dans le processus électoral	36
2.2.1.4. Appréciation de l'utilisation de la carte NINA	39
2.2.2. Attentes des citoyens du nouveau Président	42

2.2.2.1 Appréciation de ce que doivent être les actions prioritaires du Président	42
2.2.2.2 Appréciation du nouveau gouvernement	46
2.2.3. Perspectives pour les élections législatives : Date des élections législatives	47
2.3 Dialogue et Réconciliation	49
2.3.1 Appréciation d'un Ministère chargé de la réconciliation nationale et du Développement des régions Nord	49
2.3.2 Les actions prioritaires du Ministère chargé de la réconciliation nationale et du Développement des régions Nord	51
2.3.3 Les actions prioritaires de la Commission de Dialogue et Réconciliation	58
2.3.4 Rôle des rebelles dans le processus de dialogue et réconciliation nationale	62
2.3.5 Rôle des anciens putschistes dans le processus de dialogue et réconciliation nationale	66
2.3.6 Rôle des religieux dans le processus de dialogue et réconciliation nationale	69
2.3.7. Rôle des médias dans le processus de dialogue et réconciliation nationale	71
2.4. Sécurisation des régions du Nord	73
2.4.1 Dispositif militaire actuel suffisant pour la sécurité du Nord	73
2.4.2 Durée de présence des forces de la MINUSMA et de Serval au Mali	76
2.4.3 Rôle des populations et les collectivités locales dans la prise en charge de la sécurité	79
2.5. Situation économique	81
2.5.1 Appréciation de la situation du pays actuellement	81
2.5.2 Propositions pour la relance des activités économiques	83
ANNEXE : Caractéristiques sociodémographiques de la population enquêtée	86
1. Sexe et classe d'âge	87
2. Répartition par sexe et niveau d'instruction	89

Liste des tableaux

Tableau 1 : Pensez-vous que l'Accord de Ouagadougou pourrait garantir la paix et la sécurité dans les régions du nord et au Mali en général ?	21
Tableau 2 : les points de négociations à venir entre le Gouvernement et les mouvements armés	23
Tableau 3 : Les points non négociables	27
Tableau 4 : Appréciation Globale de l'organisation des élections	32
Tableau 5 : Appréciation de l'élection d'IBK	34
Tableau 6 : Appréciation de l'implication des religieux	37
Tableau 7 : Carte NINA et Fraude Electorale	40
Tableau 8 : Préoccupations du nouveau président	42
Tableau 9 : Appréciation du nouveau gouvernement	46
Tableau 10 : proposition de la date des élections législatives	48
Tableau 11 : Appréciation d'un Ministère chargé de la réconciliation nationale et du Développement des régions Nord	50
Tableau 12 : Actions prioritaires du ministère chargé de la réconciliation	52
Tableau 13 : Actions prioritaires de la Commission de Dialogue et Réconciliation	58
Tableau 14 : Rôle des rebelles dans le processus de dialogue et réconciliation nationale	63
Tableau 15 : Rôle des anciens putschistes dans le processus de dialogue et réconciliation nationale	67
Tableau 16 : Rôle des religieux dans le processus de dialogue et réconciliation nationale	69
Tableau 17 : Rôle des medias dans le processus de dialogue et réconciliation nationale	72
Tableau 18 : Dispositif militaire actuel suffisant pour la sécurité du Nord	75
Tableau 19 : Durée de présence des forces de la MINUSMA et de Serval au Mali	76
Tableau 20 : Rôle des populations et les collectivités locales dans la prise en charge de la sécurité	79
Tableau 21 : Appréciation faites-vous de la situation du pays actuellement	81
Tableau 22 : Propositions pour la relance des activités économiques au nord comme au sud	83

Liste des figures

Figure 1: Appréciation globale de l'organisation des élections dans l'ensemble des zones enquêtées	27
Figure 2: Appréciation de l'implication des religieux dans l'ensemble des zones enquêtées	32
Figure 1: Appréciation de l'utilisation de la carte NINA dans l'ensemble des zones enquêtées	35
Figure 4: Opinion de l'ensemble des zones enquêtées sur la suffisance du dispositif militaire pour la sécurité du Nord	69

Avant-Propos

La Friedrich Ebert Stiftung, institution allemande présente au Mali depuis plus de 40 ans, est un think tank pour toutes les questions sociopolitiques majeures du Mali, de la sous-région et du continent voire du monde en vue de permettre aux acteurs sociopolitiques de jouer pleinement leur rôle dans la promotion de la démocratie. Fidèle à ses objectifs de formation politique et civique des citoyens et de la promotion des valeurs de la démocratie sociale, la FES a initié depuis la fin de l'année dernière un nouvel instrument de sondage du paysage politique malien : enquête d'opinion intitulée « Mali-mètre ».

Comme son nom l'indique, il s'agit de « mesurer » l'opinion des Maliens sur des thématiques sociopolitiques importantes dans une période donnée. Ainsi, contrairement aux précédents sondages, Mali-Mètre IV a concerné l'ensemble des capitales régionales, excepté Kidal pour des raisons de sécurité. Le présent numéro s'inscrit dans la dynamique des précédents dont le premier a été réalisé en novembre 2012.

Mali-Mètre est un instrument à la disposition de tous les acteurs, étatiques et non étatiques. Mali-Mètre se comprend comme un réel instrument d'information, d'orientation mais surtout d'appréciation de la vie sociopolitique telle qu'elle est partagée par les populations. Il donne aussi à chacun les résultats de ses actions.

A cet effet, Mali-Mètre sera sûrement davantage intégré dans les analyses politiques des experts maliens et étrangers de manière à permettre de contribuer à la sortie durable de la présente crise multidimensionnelle.

La Représentante Résidente de la FES

Annette LOHMANN

Résumé exécutif

Résultats nationaux

Les Sondages de Mali-Mètre depuis 2012 ont permis d'informer de la perception des citoyens sur les institutions de la transition, la gestion de la crise politico-sécuritaire, les députés et l'Assemblée nationale, les partis politiques, les médias ainsi que la société civile. Ils traitent de différents sujets, surtout ceux dominant l'actualité.

L'actualité récente au Mali a surtout été dominée par l'élection présidentielle marquée par le nombre élevé de candidats et de nouveaux candidats jeunes, le taux de participation élevé au vote et le plébiscite du candidat Monsieur Ibrahim Boubacar KEITA au second tour.

Le présent Sondage réalisé du 16 au 25 septembre 2013 dans l'ensemble des capitales régionales, exceptée Kidal (pour des raisons de sécurité), met l'accent sur l'accord préliminaire de Ouagadougou, les négociations à venir, l'élection Présidentielle, les élections législatives qui sont en vue, l'implication des acteurs religieux dans le processus électoral et de dialogue et réconciliation, l'utilisation de la carte NINA, les actions prioritaires du Président de la République, le dialogue et la réconciliation nationale, la présence des forces de la MINUSMA et de Serval au Mali.

Les résultats du Sondage indiquent que les avis des citoyens sont partagés sur l'Accord préliminaire de Ouagadougou : autant 40% des citoyens enquêtés sont favorables car il pourrait conduire au retour de la paix, quasiment la même proportion de la population est défavorable car il ne pourrait pas garantir la paix.

Pour la majorité des citoyens (62%), les négociations à venir entre le Gouvernement et les mouvements armés devraient essentiellement porter sur le désarmement des rebelles, et puis les conditions de jugement des responsables de violations des droits de l'homme et autres exactions sur les populations (31%).

L'autonomie de la région de Kidal ou bien des régions Nord n'est pas négociable pour plus de 70% des enquêtés dans toutes les régions. Le taux est aussi plus élevé dans les régions du Nord, à savoir Mopti, Gao et Tombouctou.

L'organisation de l'élection présidentielle est jugée très positive par la majorité des citoyens (59%). Quant à l'élection d'IBK, ils sont 58% à la trouver « très positive ».

Pour trois quart de citoyens, les actions prioritaires du Président de la République devraient porter sur la restauration de la paix et de la sécurité d'abord (75%), ensuite la lutte contre la corruption et les injustices (59%), et la création d'emploi en particulier pour les jeunes (54%). L'implication des religieux dans le processus électoral est appréciée par la majorité des enquêtés dans toutes les capitales régionales, excepté à Gao où elle est jugée négative par 59% des citoyens interrogés. Aussi, seulement un tiers des citoyens de Bamako la juge-t-elle positive. Cependant, c'est à Koulikoro où l'implication des religieux est très bien appréciée (77%) Elle est particulièrement appréciée par les « sans niveau d'instruction » et jugée plutôt négative par les citoyens de niveau d'éducation secondaire ou supérieur.

Concernant la carte NINA, son utilisation est jugée positive par 60% des enquêté(e)s qui estiment qu'elle a contribué à lutter efficacement contre la fraude électorale.

Pour la moitié des citoyens enquêtés, la période entre octobre et novembre semble la mieux indiquée pour l'organisation des élections législatives.

Le Gouvernement bénéficie de la confiance de la majorité (52%) des enquêté(e)s et la création d'un Ministère chargé de la réconciliation nationale et du Développement des régions Nord est bien appréciée par 76% des citoyens. De l'avis des trois quarts de la population enquêtée, les actions prioritaires de ce Ministère devraient porter d'abord sur l'organisation du dialogue et de la réconciliation entre les populations des régions Nord, puis d'une conférence nationale sur les questions du Nord (52%).

Quant à la Commission Dialogue et Réconciliation, ces actions doivent prioritairement consister à faire des propositions de mesures adéquates au Gouvernement pour la réconciliation nationale (75%) et des cadres de dialogue entre les populations des régions Nord (55%). Enfin pour le tiers, la commission doit aider à proposer des solutions de compensation pour toutes les victimes.

Dans le processus de dialogue et réconciliation nationale, la majorité des enquêté(e)s pensent que les rebelles devraient jouer un rôle de facilitateur au désarmement et pour plus du tiers, ils n'ont aucun rôle à jouer dans ce processus. Par contre, les avis sont plutôt partagés en ce qui concerne les anciens putschistes : presque la même proportion des enquêté(e)s pense qu'ils devraient aider à la réconciliation entre militaires (41%) ou qu'ils n'ont aucun rôle à jouer dans le processus de dialogue et de réconciliation (38%). Par contre, les trois quarts des enquêté(e)s pensent que les religieux doivent contribuer à faciliter le déroulement des activités de la commission dans sa mission de dialogue et réconciliation. Ils pourraient également en être des personne-ressources (50%). Enfin, pour 71% des enquêté(e)s, les médias doivent informer et sensibiliser les citoyens sur les missions et les activités de la commission.

Dans l'ensemble, moins du tiers (31%) des citoyens enquêtés pensent que la MINUSMA et Serval peuvent rester au Mali tant que les forces armées et de sécurité ne seront pas en mesure de défendre l'intégrité territoriale nationale.

Concernant la situation économique actuelle du pays, les avis sont mitigés : 25,6% des citoyens enquêtés sont d'appréciation très positive à positive ; 26,3% pensent que la situation est un peu positive contre 46,1% pour lesquels la situation économique est très négative à négative. Ils proposent, pour la relance des activités, la reprise de la coopération économique avec les Partenaires techniques et financiers, la mobilisation de l'aide internationale promise pour la reconstruction et le financement des projets de développement au Nord.

Résultats comparatifs des régions

Les citoyens du District de Bamako et des régions du Mali, excepté la région de Kidal, ont été interrogés et sollicités pour leur appréciation sur les thèmes relatifs aux négociations entre le Gouvernement et les mouvements armés, aux élections (déroulement des élections, attentes des citoyens du nouveau président et appréciation du nouveau gouvernement), à la période des élections législatives, au dialogue et à la réconciliation, à la sécurisation des régions du nord et à la situation économique du pays.

Sur l'accord préliminaire de Ouagadougou, les avis diffèrent selon les zones d'enquête. Plus de la moitié (52,3%) des habitants de Gao ne sont pas favorables à l'Accord, à l'opposé de ceux de la région de Ségou (avec plus de 54%) qui pensent que l'Accord pourrait aboutir à une paix. Dans les autres régions et le District de Bamako, les citoyens sont soit défavorables à l'Accord ou bien sont sans opinion. Ces derniers sont plus nombreux à Sikasso et Mopti que dans les autres régions et le District de Bamako.

Le désarmement des rebelles doit être le principal point des négociations à venir. Il est suggéré par les habitants des régions de Gao (83,7%), de Koulikoro (79,7%) et de Mopti (72,2%). Plus du tiers des habitants de la région de Sikasso et du District de Bamako n'approuvent pas les négociations. Le jugement des responsables de violation des droits de l'homme et autres exactions sur les populations est fortement requis dans les régions de Ségou (51,2%), Tombouctou (44,8%) et Gao (36%). Quant aux points non négociables, les citoyens des régions de Kayes, Mopti, Tombouctou et Gao sont plus nombreux à considérer l'autonomie de la région de Kidal ou l'autonomie des régions du Nord comme non négociable : plus de 90% des citoyens de ces régions. Les populations de Bamako sont moins nombreuses à considérer cette option d'autonomie d'une partie du Mali comme point non négociable. L'amnistie des prisonniers politiques est un point non négociable pour les populations de Sikasso (67,5%) et Mopti (52,8%) pendant qu'elle pourrait figurer dans les points à négocier pour les citoyens enquêtés de Gao (31,5%), suivis de ceux de Kayes (26,9%) et de Tombouctou (26,4%).

A l'exception du District de Bamako, les attentes des citoyens du Président de la République sont par ordre de priorité la restauration de la paix et de la sécurité (75%), la lutte contre la corruption et les injustices (59%), l'emploi pour les jeunes (54%). Dans le District de Bamako, les citoyens privilégient d'abord la lutte contre la corruption et les injustices (56%), puis la restauration de la paix et de la sécurité (55,2%, enfin l'emploi pour les jeunes (43,2%).

L'opinion des enquêtés concernant l'implication des religieux dans le processus électoral est fortement positive dans toutes les régions, exceptée Gao où elle est négative pour 59% des citoyens enquêtés. A noter aussi qu'à Bamako 44, 4% des enquêtés la juge négative à très négative. Cependant, c'est à Koulikoro où cette implication des religieux est la mieux appréciée (77%).

L'appréciation positive de la carte NINA est moins prononcée dans le District de Bamako : 43,7% des citoyens pensent que l'utilisation de la carte NINA a été efficace contre 60% pour la moyenne nationale. Les citoyens de la région de Koulikoro sont les plus nombreux (84%) à apprécier efficacement la carte NINA. Plus de 70% des citoyens des régions de Kayes, Sikasso et Ségou lui sont aussi favorables. Seulement 52% des citoyens de Mopti et 60% de ceux de Tombouctou pensent que l'utilisation de la carte NINA a été efficace. La région de Gao se dé-

marque de la tendance générale : moins de 30% des enquêtés ont apprécié l'efficacité de l'utilisation de la carte NINA pour l'organisation des élections.

La quasi-totalité des enquêté(e)s dans toutes les régions et le District de Bamako ont apprécié presque à l'unanimité l'organisation des élections et le choix d'IBK à la magistrature suprême du pays, cela, indépendamment du sexe. Les proportions les plus élevées ont été celle de Koulikoro, Kayes et Segou. Les citoyens des régions de Mopti et du Nord sont moins nombreux à positiver son élection.

Les appréciations que les citoyens font du nouveau gouvernement varient selon les zones d'enquête. Plus de 77% des citoyens de la région de Gao ont confiance, suivis par les citoyens de Koulikoro (65,8%) et ceux de Mopti (52,3%). Les citoyens de Kayes (40,3%), de Bamako (46,7%) et de Ségou (47,4%) sont les moins favorables au Gouvernement. La proportion des sans opinion est parfois élevée comme à Kayes (44%) et à Sikasso (40%).

La période d'octobre/novembre semble être la période la mieux indiquée pour les législatives comme l'attestent les avis des citoyens des régions de Tombouctou (59,3%) et de Koulikoro (57,1%). Dans les autres régions et le District de Bamako, moins de la moitié des citoyens enquêtés s'est prononcé pour ladite période.

La création d'un Ministère chargé de la réconciliation nationale et du Développement des régions Nord est bien appréciée par 76% des citoyens. La création de cette institution est particulièrement positivée dans les régions de Mopti (91,5%), Koulikoro (88,3%), Tombouctou (83,7%) et Ségou (75,45%), contre 68,3% à Gao, 68% à Sikasso et 63,4% à Bamako.

La réconciliation entre les populations du Nord demeure la première action prioritaire de ce Ministère, selon les citoyens, indépendamment de la zone d'enquête. Mais elle est plus prônée par les citoyens des régions de Koulikoro (86,7%), Kayes (86,1%), et de Mopti (83,5%). L'initiation et la coordination de la mise en œuvre des projets de développement pour les régions du Nord du Mali apparaissent de loin comme des actions prioritaires dans les régions de Tombouctou et de Gao. Dans les régions de Mopti, Koulikoro, Sikasso et Tombouctou, les citoyens enquêtés sont à plus de 60% à estimer l'organisation d'une conférence nationale sur les questions du Nord comme une priorité. Seulement 23% des citoyens de Bamako partagent cet avis. Dans les régions et le District de Bamako, les citoyens interrogés suggèrent que les actions prioritaires soient axées sur des propositions au Gouvernement des mesures pour la réconciliation nationale et la création de cadres de dialogue entre les populations des régions Nord. Les citoyens des régions du nord et la région de Sikasso privilégient également l'identification des victimes de toutes les exactions de la part des rebelles, des Jihadistes, des forces armées et de sécurité ainsi que la compensation de toutes ces victimes. La grande majorité des citoyens de Gao (72%) et de Sikasso (61%) prônent la compensation de toutes les victimes contre 39% à Tombouctou et 32,5% à Mopti. Mais seulement 5% des populations de Koulikoro approuvent une compensation des victimes.

Plus de 60% des citoyens de Sikasso et de Gao estiment que la commission Dialogue et Réconciliation doit procéder à l'identification des victimes de toutes les exactions. Les citoyens de Mopti à 41% et ceux de Tombouctou à environ 34% pensent également qu'il faudrait identifier les victimes des exactions. Les propositions de création de cadres de réconciliation entre militaires sont citées comme actions prioritaires de la commission Dialogue et Réconciliation par

les enquêté(e)s des régions de Sikasso (64,5%), Gao (48,3%) et Tombouctou (42,9%). Les propositions de révision des accords passés sont signalées par 45,5% des citoyens de la région de Sikasso comme actions prioritaires.

Le rôle des rebelles dans le processus de dialogue et de réconciliation est différemment défini selon les régions. Pour plus des deux tiers (66,4%) des citoyens de la région de Tombouctou et plus de la moitié (53,3%) de ceux de la région de Sikasso, les rebelles n'ont aucun rôle à jouer. Près de la moitié (48,8%) des habitants de Bamako déclarent aussi que les rebelles n'ont pas de rôle à jouer dans le processus de dialogue et de réconciliation nationale. Les citoyens de Gao (76,3%), de Ségou (64,8%), de Mopti (65,1%) et de Kayes (58,1%) estiment que les rebelles doivent faciliter leur propre désarmement.

Pour plus de la moitié des citoyens de Tombouctou (53,6%) et de Gao (51,2%), les anciens putschistes n'ont pas de rôle à jouer dans le processus de dialogue et de réconciliation nationale. Les citoyens du District de Bamako (45,6%), de Sikasso (38,9%) et de Mopti (36,8%) sont également de cet avis. Les putschistes pourraient néanmoins faciliter les activités de la Commission dans sa mission Dialogue et de réconciliation entre militaires selon plus de la moitié (52,5%) des citoyens de la région de Sikasso, 47% de ceux de Kayes, 49% pour Koulikoro et 34% pour Ségou.

En ce qui concerne le rôle que devraient jouer les religieux varie peu d'une région à une autre. Il consiste principalement en la facilitation des activités de la commission : Gao (89,1%), Tombouctou (85,3%) et Mopti et Sikasso (81,1%). Les religieux pourraient aussi servir de personne-ressource pour la Commission, tel est l'avis des citoyens des régions de Gao (77,1%), Sikasso (74,7%), Mopti (57,1%), Ségou (51,2%), Koulikoro (51,2%) et Tombouctou (42,1%). Quant aux médias, les citoyens des régions et du District de Bamako leur assignent comme priorités les activités d'informations et de sensibilisation sur les activités de la commission (93,9% à Sikasso) et des enjeux du dialogue et de la réconciliation nationale (91,5% à Mopti). La grande majorité des citoyens (79%), indépendamment du sexe, affirment que le dispositif actuel en matière de défense marqué par la présence des armées maliennes, de la MINUSMA et de la force Serval est suffisant pour sécuriser les régions Nord. Les citoyens de la région de Mopti sont les plus nombreux à exprimer leur confiance dans le dispositif actuel et ceux du District de Bamako sont les moins nombreux (67,2%).

L'appréciation de la durée de la présence des forces étrangères dans le pays varie selon les régions. Seulement 31% des citoyens enquêtés pensent que la MINUSMA et Serval peuvent rester au Mali tant que les forces armées et de sécurité ne seront pas en mesure de défendre l'intégrité territoriale nationale, et cela même dans les régions du Nord : 41% pour Gao contre 32% à Tombouctou et Mopti. Par ailleurs, les citoyens enquêtés ne sont que 27% à approuver la présence de la MINUSMA et de Serval en relation avec la menace des jihadistes.

Pour ce qui concerne le rôle que devraient jouer les populations et les collectivités locales dans la prise en charge de la sécurité, tous les citoyens des régions et du District de Bamako assignent aux populations les deux rôles suivants : informer les forces armées et de sécurité de toute présence de personne ou de toute activité suspecte, s'organiser pour leur propre défense en attendant l'intervention des forces de sécurité. Les citoyens sont plus nombreux à Sikasso et à Gao à se prononcer en faveur du second rôle avec respectivement 56,3% et 42,9%.

Les citoyens ont une appréciation différente d'une région à une autre sur la situation économique du pays. Les habitants de Kayes pensent dans leur majorité (57,3%) qu'elle est bonne contre une majorité à Bamako, Koulikoro, Sikasso, Ségou et Gao qui la trouvent négative. L'opinion des citoyens de Mopti et de Tombouctou est plutôt mitigée.

Pour la relance des activités, les propositions faites par les citoyens varient selon les zones d'enquête. La reprise de la coopération économique avec les PTF demeure la proposition la plus fréquemment énoncée dans toutes les zones du sondage, à l'exception des régions de de Gao (92,5%) et Tombouctou (84,3%) où l'accent est mis sur le financement des projets de développement au Nord. Aussi, l'annulation des dettes du Mali est-elle très exprimée par les populations de Sikasso (61,7%), Gao (53,2%) et Tombouctou (52%).

Première partie : Objectifs et Cadre méthodologique

1.1 Contexte et Justification

La Friedrich Ebert Stiftung a introduit, depuis la fin 2012, un nouvel instrument d'analyse du contexte sociopolitique, mais surtout d'orientation de ses actions et de celles de ses partenaires à travers Mali-Mètre dont la présente est la quatrième édition. Cet instrument traite différents sujets, surtout ceux dominant l'actualité.

Les différents sondages jusque-là menés ont permis d'informer de la perception des citoyens sur les institutions de la transition, les priorités des Maliens en termes de reconstruction du pays après la crise. Il a également été question du rôle des députés et de l'Assemblée nationale, des partis politiques et des médias ainsi que de la société civile dans la gestion de la crise politico-sécuritaire.

Tous ces sondages ont été réalisés avant l'élection présidentielle qui s'est soldée par l'éclatante victoire d'Ibrahim Boubacar KEITA (77,62%) sur son opposant Soumaila CISSE (22,38%). L'une des caractéristiques du scrutin de 2013 est la participation de plusieurs jeunes et nouveaux candidats, l'introduction de la carte biométrique NINA, l'implication de leaders religieux dans le processus électoral tout comme les alliances politiques dont certaines d'entre elles ont même été qualifiées d' « alimentaires » ou de « contre-nature ».

A cet égard, il apparaît important et opportun d'interroger les Maliennes et les Maliens sur le processus électoral, les attentes des citoyennes et citoyens des nouvelles autorités, le rôle de la communauté internationale à travers la MINUSMA, la coopération technique et financière, la reconstruction de l'unité nationale et évidemment le sort réservé à l'Accord préliminaire à l'élection présidentielle et aux pourparlers de paix au Mali signé par les autorités de la transition et les groupes armés du MNLA et du HCUA. En plus, le rôle de la France et la durée de la présence de la communauté internationale devront aussi être au centre des interrogations.

Egalement, les élections législatives sont-elles un nouveau challenge auquel il va falloir s'attaquer car le mandat de l'actuelle Assemblée nationale a pris fin depuis plus d'un an maintenant. La période de la tenue des élections fait débat dans la cité.

La finalité du présent Mali-Mètre s'inscrit dans la poursuite des objectifs du précédent numéro qu'il complète avec un accent particulier sur l'Accord préliminaire à l'élection présidentielle et aux pourparlers de paix au Mali, les élections présidentielles et législatives, le rôle des religieux dans le processus électoral, la sécurisation des régions du nord après le retrait des troupes françaises et de la MINUSMA, la durée de la présence de ces dernières au Mali et les premières priorités des nouvelles autorités, etc.

Dans ce sens, les interrogations ont prioritairement porté sur les domaines suivants : les négociations, les élections, le dialogue et réconciliation, la sécurisation des régions du nord et la relance des activités économiques.

1.2. Objectifs du Sondage

Ce quatrième Sondage vise à évaluer l'opinion des Citoyens résidant dans le District de Bamako et toutes les régions du Mali, excepté Kidal où le sondage avait été initialement programmé, mais où les récents mouvements de troupes dans la zone ont exigé plus de prudence afin de ne pas mettre en danger la vie des enquêteurs. L'enquête a particulièrement porté sur les négociations, les élections, le dialogue et la réconciliation, la sécurisation des régions du Nord et la situation économique du pays.

Les thèmes clés de ce Sondage, à travers des questions spécifiques, portent sur :

Les Négociations

- L'appréciation des citoyens, de l'Accord préliminaire en termes de garantie de paix et de la sécurité dans les régions du nord et au Mali en général ;
- Les aspects qui devraient faire l'objet ou non de négociation.

Les Elections

- Appréciation de l'organisation de l'élection présidentielle sur toute l'étendue du territoire, y compris dans la région de Kidal ;
- Attentes des populations du nouveau président relativement au Nord, au développement économique du pays ;
- Appréciation du rôle des religieux dans le processus électoral ;
- Appréciation de la Carte NINA et de la lutte contre la fraude électorale ;
- Perspectives pour les élections législatives (période des législatives)

Le Dialogue et réconciliation

- Appréciation de la création d'un Ministère chargé de la réconciliation nationale et du développement des régions du nord et les actions prioritaires que ce ministère doit mener ;
- Définition des actions prioritaires de la Commission Dialogue et Réconciliation ;
- Appréciation du rôle des différents acteurs (rebelles, anciens putschistes, religieux et médias) dans le processus de dialogue et de réconciliation.

La Sécurisation des régions du nord

- Opinion des citoyens sur les capacités de sécurisation des régions du Nord par les forces de défense et de sécurité du Mali, de la MINUSMA et de l'Opération Serval ;
- Appréciation de la durée de présence de la MINUSMA et de l'Opération Serval au Mali ;
- Appréciation du rôle des populations et collectivités locales dans la prise en charge de la sécurité.

La situation économique

- Appréciation de la situation économique du pays ;
- Propositions pour la relance des activités de développement du pays.

1-3. Approche méthodologique

1.3.1 Populations cibles et techniques de sondage

L'enquête a ciblé tous les citoyens âgés d'au moins 18 ans au moment de l'Enquête faisant partie de l'échantillon, dans le District de Bamako et les capitales régionales, excepté Kidal. La taille de l'échantillon est fixée à 3000 individus répartis entre les huit (8) localités, soit 375 individus par localité. Pour La méthode des quotas, une méthode de choix raisonné, a été utilisée pour plus de représentativité de la population. Les caractéristiques retenues sont le sexe, l'âge et le niveau d'instruction.

1.3.2. Organisation de l'étude

1.3.2.1 Concertation préliminaire avec le commanditaire

Pour une meilleure compréhension de la mission, des échanges entre le staff de la Friedrich Ebert Stiftung (FES) et le consultant ont permis de mieux préciser les objectifs de l'enquête et de faire des amendements sur l'approche méthodologique. Les observations formulées ont été prises en compte dans la version finale de la méthodologie.

1.3.2.2 Elaboration du questionnaire et du manuel de l'enquêteur

a) Elaboration du Questionnaire

Un questionnaire qui prend en compte les préoccupations du commanditaire soulevées dans les termes de référence a été élaboré. Il comprend quatre parties: (1) Identification de l'enquêté, (2) ses caractéristiques sociodémographiques, (3) appréciation des élections, (4) appréciation de la sécurisation des régions du nord, (5) appréciation de la situation économique, définition et relance des actions prioritaires pour le développement du pays.

b) Elaboration du Manuel de l'enquêteur

Ce manuel destiné aux enquêteurs, constitue un document de formation continue.

1.3.2.3. Recrutement, Formation des enquêteurs et Pré-test

Vingt quatre (24) enquêteurs et superviseurs ont été recrutés, formés par le consultant. Ainsi dans chaque zone d'enquête, l'équipe est constituée de trois (3) agents : deux enquêteurs et un superviseur.

1.3.2.4. Collecte des données sur le terrain

La collecte des données sur le terrain a duré dix (10) jours, entre le 16 et le 25 septembre 2013. Des directives sont données dans le manuel pour le choix des unités statistiques (citoyens à interroger).

1.3.2.5. Traitement et Analyse

La saisie des données a été effectuée sur le logiciel CSPRO. Les données ont été ensuite transportées sur SPSS pour analyse.

La tabulation des données a été faite sur la base d'un plan d'analyse établi.

1.3.2.6. Livrables

Un rapport provisoire, puis un rapport final ont été produits par le Consultant.

Deuxième partie : les Résultats

2.1 Appréciation des négociations

2.1.1. Appréciation de l'Accord préliminaire de Ouagadougou

Avant les élections présidentielles de septembre 2012, le Gouvernement du Mali et les groupes armés ont signé un accord dit préliminaire qui a permis la tenue des élections sur l'ensemble du territoire national, y compris la région de Kidal. A la question de savoir si cet accord pourrait garantir la paix et la sécurité dans les régions du nord et au Mali en général, les avis sont mitigés : il y a presque autant de personnes qui sont favorables à cet accord (36,8%) que de personnes qui estiment au contraire que l'accord de Ouagadougou ne pourrait pas garantir la paix (39,5%). Près du quart (23,6%) des personnes sont sans opinion. Les hommes sont plus nombreux à affirmer que l'accord de Ouagadougou n'est pas suffisant pour assurer de façon durable la sécurité dans le pays : environ 46% des hommes y croient contre 34% des femmes.

Les avis diffèrent selon les zones d'enquête. Plus de la moitié (52,3%) des habitants de Gao ne sont pas favorables à l'accord, à l'opposé de ceux de la région de Ségou (avec plus de 54%) qui pensent que l'accord pourrait aboutir à une paix. Dans les autres régions et le District de Bamako, plus de la moitié des enquêtés sont soit défavorables à l'accord ou sont sans opinion. Tableau 1: Pensez-vous que l'Accord de Ouagadougou pourrait garantir la paix et la sécurité dans les régions du nord et au Mali en général ?

Tableau 1 : Pensez-vous que l'Accord de Ouagadougou pourrait garantir la paix et la sécurité dans les régions du nord et au Mali en général ?

Accord de Ouagadougou et Paix		Homme		Femme		Total	
		n	%	N	%	N	%
Bamako	Oui	60	29,4	58	33,9	118	31,5
	Non	102	50,0	70	40,9	172	45,9
	Sans opinion	42	20,6	43	25,1	85	22,7
	Total	204	100,0	171	100,0	375	100,0
Kayes	Oui	61	33,9	73	37,4	134	35,7
	Non	86	47,8	69	35,4	155	41,3
	Sans opinion	33	18,3	53	27,2	86	22,9
	Total	180	100,0	195	100,0	375	100,0
Koulikoro	Oui	72	40,2	80	40,8	152	40,5
	Non	79	44,1	57	29,1	136	36,3
	Sans opinion	28	15,6	59	30,1	87	23,2
	Total	179	100,0	196	100,0	375	100,0
Sikasso	Oui	49	27,4	51	26,0	100	26,7

Accord de Ouagadougou et Paix		Homme		Femme		Total	
		n	%	N	%	N	%
	Non	87	48,6	47	24,0	134	35,7
	Sans opinion	43	24,0	98	50,0	141	37,6
	Total	179	100,0	196	100,0	375	100,0
Ségou	Oui	97	53,9	108	55,4	205	54,7
	Non	53	29,4	47	24,1	100	26,7
	Sans opinion	30	16,7	40	20,5	70	18,7
	Total	180	100,0	195	100,0	375	100,0
Mopti	Oui	62	32,6	59	31,9	121	32,3
	Non	78	41,1	57	30,8	135	36,0
	Sans opinion	50	26,3	69	37,3	119	31,7
	Total	190	100,0	185	100,0	375	100,0
Tombouctou	Oui	65	36,9	76	38,2	141	37,6
	Non	83	47,2	76	38,2	159	42,4
	Sans opinion	28	15,9	47	23,6	75	20,0
	Total	176	100,0	199	100,0	375	100,0
Gao	Oui	78	35,1	54	35,3	132	35,2
	Non	119	53,6	77	50,3	196	52,3
	Sans opinion	25	11,3	22	14,4	47	12,5
	Total	222	100,0	153	100,0	375	100,0
Ensemble	Oui	544	36,0	559	37,5	1103	36,8
	Non	687	45,5	500	33,6	1187	39,6
	Sans opinion	279	18,5	431	28,9	710	23,6
	Total	1510	100,0	1490	100,0	3000	100,0

2.1.2. Points de négociations entre le Gouvernement et les mouvements armés

Pour la majorité des personnes interrogées (61,5%), le point de négociation le plus important est le désarmement des rebelles. Le jugement des responsables de violations des droits de l'homme et autres exactions sur les populations est cité par plus de 30%. Une personne sur dix ne souhaite pas le recours à des négociations.

Le désarmement des rebelles est fréquemment cité par les habitants des régions de Gao (83,7%), de Koulikoro (79,7%) et de Mopti (72,8%) et de Tombouctou (69,3%). Plus du tiers des habitants de la région de Sikasso et du District de Bamako ne souhaitent pas qu'il y ait des négociations.

Tableau 2 : les points de négociations à venir entre le Gouvernement et les mouvements armés

Sujets de négociations		Homme		Femme		Total	
		n	%	N	%	n	%
Bamako	L'Autonomie de la région de Kidal	3	1,5%	5	2,9%	8	2,1%
	L'autonomie des régions du Nord	11	5,4%	16	9,4%	27	7,2%
	Un statut particulier (faveurs) pour la région de Kidal	2	1,0%	5	2,9%	7	1,9%
	Un statut particulier (faveurs) pour les régions du Nord	15	7,4%	10	5,8%	25	6,7%
	L'Amnistie des prisonniers politiques	14	6,9%	4	2,3%	18	4,8%
	Le désarmement des mouvements rebelles	100	49,0%	77	45,0%	177	47,2%
	L'intégration des combattants dans l'administration	11	5,4%	7	4,1%	18	4,8%
	L'intégration des combattants dans l'armée	9	4,4%	5	2,9%	14	3,7%
	Le jugement des responsables de violations des droits de l'homme et autres exactions sur les populations	36	17,6%	25	14,6%	61	16,3%
	Ne sait pas	6	2,9%	3	1,8%	9	2,4%
Kayes	Autre à préciser	70	34,3%	69	40,4%	139	37,1%
	PAS DE NEGOCIATION	61	29,9%	65	38,0%	126	33,6%
	L'Autonomie de la région de Kidal	3	1,7%	1	0,5%	4	1,1%
	L'autonomie des régions du Nord	3	1,7%	4	2,1%	7	1,9%
	Un statut particulier (faveurs) pour la région de Kidal	10	5,6%	3	1,5%	13	3,5%
	Un statut particulier (faveurs) pour les régions du Nord	18	10,0%	23	11,8%	41	10,9%
	L'Amnistie des prisonniers politiques	51	28,3%	50	25,6%	101	26,9%
	Le désarmement des mouvements rebelles	79	43,9%	69	35,4%	148	39,5%
	L'intégration des combattants dans l'administration	20	11,1%	6	3,1%	26	6,9%
	L'intégration des combattants dans l'armée	15	8,3%	9	4,6%	24	6,4%
Koulikoro	Le jugement des responsables de violations des droits de l'homme et autres exactions sur les populations	20	11,1%	44	22,6%	64	17,1%
	Ne sait pas	37	20,6%	64	32,8%	101	26,9%
	Autre à préciser	34	18,9%	23	11,8%	57	15,2%
	PAS DE NEGOCIATION	4	2,2%	3	1,5%	7	1,9%
	L'Autonomie de la région de Kidal	6	3,4%	12	6,1%	18	4,8%
	L'autonomie des régions du Nord	5	2,8%	18	9,2%	23	6,1%

Sujets de négociations		Homme		Femme		Total	
		n	%	N	%	n	%
	Un statut particulier (faveurs) pour la région de Kidal	1	0,6%	0	0,0%	1	0,3%
	Un statut particulier (faveurs) pour les régions du Nord	1	0,6%	0	0,0%	1	0,3%
	L'Amnistie des prisonniers politiques	8	4,5%	4	2,0%	12	3,2%
	Le désarmement des mouvements rebelles	145	81,0%	154	78,6%	299	79,7%
	L'intégration des combattants dans l'administration	4	2,2%	2	1,0%	6	1,6%
	L'intégration des combattants dans l'armée	5	2,8%	3	1,5%	8	2,1%
	Le jugement des responsables de violations des droits de l'homme et autres exactions sur les populations	65	36,3%	49	25,0%	114	30,4%
	Ne sait pas	10	5,6%	17	8,7%	27	7,2%
	Autre à préciser	8	4,5%	0	0,0%	8	2,1%
	PAS DE NEGOCIATION	2	1,1%	0	0,0%	2	0,5%
Sikasso	L'Autonomie de la région de Kidal	2	1,1%	6	1,0%	8	2,1%
	L'autonomie des régions du Nord	5	2,8%	8	2,6%	13	3,5%
	Un statut particulier (faveurs) pour la région de Kidal	7	3,9%	7	3,6%	14	3,7%
	Un statut particulier (faveurs) pour les régions du Nord	26	14,5%	34	13,3%	60	16,0%
	L'Amnistie des prisonniers politiques	22	12,3%	16	11,2%	38	10,1%
	Le désarmement des mouvements rebelles	68	38,0%	62	34,7%	130	34,7%
	L'intégration des combattants dans l'administration	31	17,3%	21	15,8%	52	13,9%
	L'intégration des combattants dans l'armée	24	13,4%	17	12,2%	41	10,9%
	Le jugement des responsables de violations des droits de l'homme et autres exactions sur les populations	63	35,2%	55	32,1%	118	31,5%
	Ne sait pas	17	9,5%	26	8,7%	43	11,5%
	Autre à préciser	62	34,6%	83	31,6%	145	38,7%
	PAS DE NEGOCIATION	49	27,4%	79	25,0%	128	34,1%
Ségou	L'Autonomie de la région de Kidal	3	1,7%	2	1,0%	5	1,3%
	L'autonomie des régions du Nord	4	2,2%	3	1,5%	7	1,9%
	Un statut particulier (faveurs) pour la région de Kidal	7	3,9%	2	1,0%	9	2,4%
	Un statut particulier (faveurs) pour les régions du Nord	7	3,9%	2	1,0%	9	2,4%
	L'Amnistie des prisonniers politiques	20	11,1%	11	5,6%	31	8,3%

Sujets de négociations		Homme		Femme		Total	
		n	%	N	%	n	%
	Le désarmement des mouvements rebelles	116	64,4%	129	66,2%	245	65,3%
	L'intégration des combattants dans l'administration	53	29,4%	23	11,8%	76	20,3%
	L'intégration des combattants dans l'armée	31	17,2%	15	7,7%	46	12,3%
	Le jugement des responsables de violations des droits de l'homme et autres exactions sur les populations	102	56,7%	90	46,2%	192	51,2%
	Ne sait pas	42	23,3%	46	23,6%	88	23,5%
	Autre à préciser	11	6,1%	16	8,2%	27	7,2%
	PAS DE NEGOCIATION	4	2,2%	2	1,0%	6	1,6%
Mopti	L'autonomie des régions du Nord	1	0,5%	0	0,0%	1	0,3%
	Un statut particulier (faveurs) pour la région de Kidal	0	0,0%	1	0,5%	1	0,3%
	Un statut particulier (faveurs) pour les régions du Nord	5	2,6%	3	1,6%	8	2,1%
	L'Amnistie des prisonniers politiques	32	16,8%	32	17,3%	64	17,1%
	Le désarmement des mouvements rebelles	141	74,2%	132	71,4%	273	72,8%
	L'intégration des combattants dans l'administration	60	31,6%	59	31,9%	119	31,7%
	L'intégration des combattants dans l'armée	11	5,8%	8	4,3%	19	5,1%
	Le jugement des responsables de violations des droits de l'homme et autres exactions sur les populations	33	17,4%	30	16,2%	63	16,8%
	Ne sait pas	12	6,3%	21	11,4%	33	8,8%
	Autre à préciser	15	7,9%	16	8,6%	31	8,3%
	PAS DE NEGOCIATION	19	10,0%	22	11,9%	41	10,9%
Tombouctou	L'Autonomie de la région de Kidal	13	7,4%	10	5,0%	23	6,1%
	L'autonomie des régions du Nord	20	11,4%	10	5,0%	30	8,0%
	Un statut particulier (faveurs) pour la région de Kidal	14	8,0%	15	7,5%	29	7,7%
	Un statut particulier (faveurs) pour les régions du Nord	64	36,4%	70	35,2%	134	35,7%
	L'Amnistie des prisonniers politiques	48	27,3%	51	25,6%	99	26,4%
	Le désarmement des mouvements rebelles	127	72,2%	133	66,8%	260	69,3%
	L'intégration des combattants dans l'administration	30	17,0%	15	7,5%	45	12,0%
	L'intégration des combattants dans l'armée	23	13,1%	12	6,0%	35	9,3%

Sujets de négociations		Homme		Femme		Total	
		n	%	N	%	n	%
	Le jugement des responsables de violations des droits de l'homme et autres exactions sur les populations	88	50,0%	80	40,2%	168	44,8%
	Ne sait pas	3	1,7%	4	2,0%	7	1,9%
	Autre à préciser	2	1,1%	4	2,0%	6	1,6%
	PAS DE NEGOCIATION	1	0,6%	1	0,5%	2	0,5%
Gao	L'Autonomie de la région de Kidal	1	0,5%	1	0,7%	2	0,5%
	L'autonomie des régions du Nord	15	6,8%	9	5,9%	24	6,4%
	Un statut particulier (faveurs) pour la région de Kidal	5	2,3%	2	1,3%	7	1,9%
	Un statut particulier (faveurs) pour les régions du Nord	37	16,7%	16	10,5%	53	14,1%
	L'Amnistie des prisonniers politiques	80	36,0%	38	24,8%	118	31,5%
	Le désarmement des mouvements rebelles	180	81,1%	134	87,6%	314	83,7%
	L'intégration des combattants dans l'administration	15	6,8%	11	7,2%	26	6,9%
	L'intégration des combattants dans l'armée	6	2,7%	5	3,3%	11	2,9%
	Le jugement des responsables de violations des droits de l'homme et autres exactions sur les populations	82	36,9%	53	34,6%	135	36,0%
	Ne sait pas	1	0,5%	1	0,7%	2	0,5%
	Autre à préciser	0	0,0%	1	0,7%	1	0,3%
	PAS DE NEGOCIATION	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Ensemble	L'Autonomie de la région de Kidal	31	2,1%	37	2,5%	68	2,3%
	L'autonomie des régions du Nord	64	4,2%	68	4,6%	132	4,4%
	Un statut particulier (faveurs) pour la région de Kidal	46	3,0%	35	2,3%	81	2,7%
	Un statut particulier (faveurs) pour les régions du Nord	173	11,5%	158	10,6%	331	11,0%
	L'Amnistie des prisonniers politiques	275	18,2%	206	13,8%	481	16,0%
	Le désarmement des mouvements rebelles	956	63,3%	890	59,7%	1846	61,5%
	L'intégration des combattants dans l'administration	224	14,8%	144	9,7%	368	12,3%
	L'intégration des combattants dans l'armée	124	8,2%	74	5,0%	198	6,6%
	Le jugement des responsables de violations des droits de l'homme et autres exactions sur les populations	489	32,4%	426	28,6%	915	30,5%
	Ne sait pas	128	8,5%	182	12,2%	310	10,3%

Sujets de négociations		Homme		Femme		Total	
		n	%	N	%	n	%
	Autre à préciser	202	13,4%	212	14,2%	414	13,8%
	PAS DE NEGOCIATION	140	9,3%	172	11,5%	312	10,4%

2.1.3. Les points non négociables

Les données du tableau 3 confirment les appréciations faites sur les points sur lesquels les négociations à venir doivent porter, à savoir le désarmement des mouvements rebelles et le jugement des responsables de violation des droits de l'homme. Plus de 70% des citoyens, indépendamment du sexe, considèrent que l'autonomie de la région de Kidal et l'autonomie des régions Nord ne sont pas négociables. Un autre point non négociable est l'octroi d'un statut particulier pour la région de Kidal : 43% des citoyens ne sont pas favorables à cette option.

Les citoyens des régions de Kayes, Mopti, Tombouctou et Gao sont plus nombreux à considérer l'autonomie de la région de Kidal ou l'autonomie des régions du Nord comme des points non négociables : plus de 90% des citoyens des régions de Kayes, de Mopti et de Tombouctou. Les citoyens de Bamako sont moins nombreux à prendre cette option d'autonomie d'une partie du Mali comme points non négociables.

Tableau 3 : Les points non négociables

Les points non négociables		Homme		Femme		Total	
		n	%	n	%	n	%
Bamako	L'Autonomie de la région de Kidal	2	28,4%	46	26,9%	104	27,7%
	L'autonomie des régions du Nord	72	35,3%	74	43,3%	146	38,9%
	Un statut particulier (faveurs) pour la région de Kidal	37	18,1%	33	19,3%	70	18,7%
	Un statut particulier (faveurs) pour les régions du Nord	31	15,2%	33	19,3%	64	17,1%
	L'Amnistie des prisonniers politiques	10	4,9%	11	6,4%	21	5,6%
	Le désarmement des mouvements rebelles	14	6,9%	13	7,6%	27	7,2%
	L'intégration des combattants dans l'administration	13	6,4%	13	7,6%	26	6,9%
	L'intégration des combattants dans l'armée	11	5,4%	11	6,4%	22	5,9%
	Le jugement des responsables de violations des droits de l'homme et autres exactions sur les populations	16	7,8%	10	5,8%	26	6,9%
	Ne sait pas	7	3,4%	3	1,8%	10	2,7%
	Autre à préciser	32	15,7%	14	8,2%	46	12,3%
Kayes	L'Autonomie de la région de Kidal	163	90,6%	187	95,9%	350	93,3%

	L'autonomie des régions du Nord	174	96,7%	186	95,4%	360	96,0%
	Un statut particulier (faveurs) pour la région de Kidal	72	40,0%	98	50,3%	170	45,3%
	Un statut particulier (faveurs) pour les régions du Nord	58	32,2%	69	35,4%	127	33,9%
	L'Amnistie des prisonniers politiques	19	10,6%	25	12,8%	44	11,7%
	Le désarmement des mouvements rebelles	51	28,3%	49	25,1%	100	26,7%
	L'intégration des combattants dans l'administration	28	15,6%	35	17,9%	63	16,8%
	L'intégration des combattants dans l'armée	56	31,1%	87	44,6%	143	38,1%
	Le jugement des responsables de violations des droits de l'homme et autres exactions sur les populations	35	19,4%	35	17,9%	70	18,7%
	Ne sait pas	3	1,7%	5	2,6%	8	2,1%
Koulikoro	L'Autonomie de la région de Kidal	130	72,6%	122	62,2%	252	67,2%
	L'autonomie des régions du Nord	114	63,7%	116	59,2%	230	61,3%
	Un statut particulier (faveurs) pour la région de Kidal	14	7,8%	4	2,0%	18	4,8%
	Un statut particulier (faveurs) pour les régions du Nord	17	9,5%	10	5,1%	27	7,2%
	L'Amnistie des prisonniers politiques	5	2,8%	3	1,5%	8	2,1%
	Le désarmement des mouvements rebelles	45	25,1%	52	26,5%	97	25,9%
	L'intégration des combattants dans l'administration	6	3,4%	3	1,5%	9	2,4%
	L'intégration des combattants dans l'armée	6	3,4%	2	1,0%	8	2,1%
	Le jugement des responsables de violations des droits de l'homme et autres exactions sur les populations	13	7,3%	8	4,1%	21	5,6%
	Ne sait pas	0	0,0%	6	3,1%	6	1,6%
Sikasso	L'Autonomie de la région de Kidal	145	81,0%	147	74,0%	292	77,9%
	L'autonomie des régions du Nord	145	81,0%	162	74,0%	307	81,9%
	Un statut particulier (faveurs) pour la région de Kidal	124	69,3%	125	63,3%	249	66,4%
	Un statut particulier (faveurs) pour les régions du Nord	125	69,8%	130	63,8%	255	68,0%
	L'Amnistie des prisonniers politiques	114	63,7%	139	58,2%	253	67,5%
	Le désarmement des mouvements rebelles	106	59,2%	124	54,1%	230	61,3%

	L'intégration des combattants dans l'administration	112	62,6%	130	57,1%	242	64,5%
	L'intégration des combattants dans l'armée	115	64,2%	144	58,7%	259	69,1%
	Le jugement des responsables de violations des droits de l'homme et autres exactions sur les populations	103	57,5%	116	52,6%	219	58,4%
	Ne sait pas	2	1,1%	3	1,0%	5	1,3%
	Autre à préciser	29	16,2%	32	14,8%	61	16,3%
Ségou	L'Autonomie de la région de Kidal	100	55,6%	94	48,2%	194	51,7%
	L'autonomie des régions du Nord	126	70,0%	123	63,1%	249	66,4%
	Un statut particulier (faveurs) pour la région de Kidal	86	47,8%	82	42,1%	168	44,8%
	Un statut particulier (faveurs) pour les régions du Nord	92	51,1%	82	42,1%	174	46,4%
	L'Amnistie des prisonniers politiques	50	27,8%	50	25,6%	100	26,7%
	Le désarmement des mouvements rebelles	5	2,8%	5	2,6%	10	2,7%
	L'intégration des combattants dans l'administration	50	27,8%	87	44,6%	137	36,5%
	L'intégration des combattants dans l'armée	75	41,7%	97	49,7%	172	45,9%
	Le jugement des responsables de violations des droits de l'homme et autres exactions sur les populations	17	9,4%	11	5,6%	28	7,5%
	Ne sait pas	7	3,9%	13	6,7%	20	5,3%
	Autre à préciser	59	32,8%	66	33,8%	125	33,3%
Mopti	L'Autonomie de la région de Kidal	185	97,4%	180	97,3%	365	97,3%
	L'autonomie des régions du Nord	184	96,8%	182	98,4%	366	97,6%
	Un statut particulier (faveurs) pour la région de Kidal	137	72,1%	134	72,4%	271	72,3%
	Un statut particulier (faveurs) pour les régions du Nord	138	72,6%	133	71,9%	271	72,3%
	L'Amnistie des prisonniers politiques	108	56,8%	90	48,6%	198	52,8%
	Le désarmement des mouvements rebelles	53	27,9%	58	31,4%	111	29,6%
	L'intégration des combattants dans l'administration	94	49,5%	87	47,0%	181	48,3%
	L'intégration des combattants dans l'armée	112	58,9%	103	55,7%	215	57,3%
	Le jugement des responsables de violations des droits de l'homme et autres exactions sur les populations	91	47,9%	71	38,4%	162	43,2%

	Ne sait pas	2	1,1%	0	0,0%	2	0,5%
	Autre à préciser	1	0,5%	2	1,1%	3	0,8%
Tombouctou	L'Autonomie de la région de Kidal	159	90,3%	184	92,5%	343	91,5%
	L'autonomie des régions du Nord	150	85,2%	179	89,9%	329	87,7%
	Un statut particulier (faveurs) pour la région de Kidal	73	41,5%	43	21,6%	116	30,9%
	Un statut particulier (faveurs) pour les régions du Nord	24	13,6%	14	7,0%	38	10,1%
	L'Amnistie des prisonniers politiques	15	8,5%	5	2,5%	20	5,3%
	Le désarmement des mouvements rebelles	13	7,4%	8	4,0%	21	5,6%
	L'intégration des combattants dans l'administration	48	27,3%	41	20,6%	89	23,7%
	L'intégration des combattants dans l'armée	68	38,6%	66	33,2%	134	35,7%
	Le jugement des responsables de violations des droits de l'homme et autres exactions sur les populations	31	17,6%	18	9,0%	49	13,1%
	Ne sait pas	1	0,6%	1	0,5%	2	0,5%
	Autre à préciser	0	0,0%	1	0,5%	1	0,3%
Gao	L'Autonomie de la région de Kidal	177	79,7%	124	81,0%	301	80,3%
	L'autonomie des régions du Nord	167	75,2%	120	78,4%	287	76,5%
	Un statut particulier (faveurs) pour la région de Kidal	124	55,9%	98	64,1%	222	59,2%
	Un statut particulier (faveurs) pour les régions du Nord	92	41,4%	71	46,4%	163	43,5%
	L'Amnistie des prisonniers politiques	26	11,7%	31	20,3%	57	15,2%
	Le désarmement des mouvements rebelles	10	4,5%	5	3,3%	15	4,0%
	L'intégration des combattants dans l'administration	114	51,4%	68	44,4%	182	48,5%
	L'intégration des combattants dans l'armée	158	71,2%	110	71,9%	268	71,5%
	Le jugement des responsables de violations des droits de l'homme et autres exactions sur les populations	96	43,2%	70	45,8%	166	44,3%
	Ne sait pas	0	0,0%	1	0,7%	1	0,3%
	Autre à préciser	65	29,3%	52	34,0%	117	31,2%
Ensemble	L'Autonomie de la région de Kidal	1117	74,0%	1084	72,8%	2201	73,4%
	L'autonomie des régions du Nord	1132	75,0%	1142	76,6%	2274	75,8%
	Un statut particulier (faveurs) pour la région de Kidal	667	44,2%	617	41,4%	1284	42,8%

Un statut particulier (faveurs) pour les régions du Nord	577	38,2%	542	36,4%	1119	37,3%
L'Amnistie des prisonniers politiques	347	23,0%	354	23,8%	701	23,4%
Le désarmement des mouvements rebelles	297	19,7%	314	21,1%	611	20,4%
L'intégration des combattants dans l'administration	465	30,8%	464	31,1%	929	31,0%
L'intégration des combattants dans l'armée	601	39,8%	620	41,6%	1221	40,7%
Le jugement des responsables de violations des droits de l'homme et autres exactions sur les populations	402	26,6%	339	22,8%	741	24,7%
Ne sait pas	22	1,5%	32	2,1%	54	1,8%
Autre à préciser	186	12,3%	167	11,2%	353	11,8%

2.2 Elections

2.2.1 Déroulement de l'élection présidentielle

2.2.1.1. Appréciation de l'organisation de l'élection présidentielle

La quasi-totalité de la population enquêtée, indépendamment du sexe, a une appréciation très positive ou positive (89,4%) de l'organisation des élections présidentielles dans le pays contre moins de 2% pour les appréciations négative ou très négative. Cette tendance est observée dans toutes les régions et varie très peu selon le sexe.

Figure 2 : Appréciation globale de l'organisation des élections dans l'ensemble des zones enquêtées

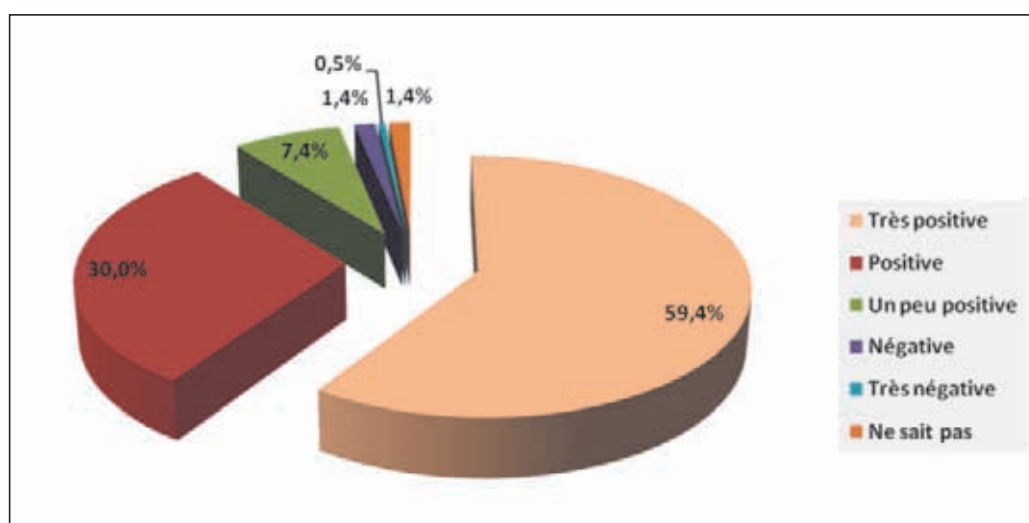


Tableau 4 : Appréciation Globale de l'organisation des élections

Appréciation Globale de l'organisation des élections		Homme		Femme		Total	
		n	%	n	%	n	%
Bamako	Très positive	115	56,4%	84	49,1%	199	53,1%
	Positive	48	23,5%	50	29,2%	98	26,1%
	Un peu positive	28	13,7%	27	15,8%	55	14,7%
	Négative	6	2,9%	3	1,8%	9	2,4%
	Très négative	4	2,0%	4	2,3%	8	2,1%
	Ne sait pas	3	1,5%	3	1,8%	6	1,6%
	Total	204	100,0%	171	100,0%	375	100,0%
Kayes	Très positive	135	75,0%	153	78,5%	288	76,8%
	Positive	36	20,0%	37	19,0%	73	19,5%
	Un peu positive	5	2,8%	2	1,0%	7	1,9%
	Négative	1	0,6%	2	1,0%	3	0,8%
	Ne sait pas	3	1,7%	1	0,5%	4	1,1%
	Total	180	100,0%	195	100,0%	375	100,0%
Koulikoro	Très positive	132	73,7%	120	61,2%	252	67,2%

Appréciation Globale de l'organisation des élections		Homme		Femme		Total	
		n	%	n	%	n	%
	Positive	41	22,9%	67	34,2%	108	28,8%
	Un peu positive	5	2,8%	7	3,6%	12	3,2%
	Négative	1	0,6%	1	0,5%	2	0,5%
	Ne sait pas	0		1	0,5%	1	0,3%
	Total	179	100,0%	196	100,0%	375	100,0%
Sikasso	Très positive	106	59,2%	134	68,4%	240	64,0%
	Positive	52	29,1%	47	24,0%	99	26,4%
	Un peu positive	14	7,8%	8	4,1%	22	5,9%
	Négative	2	1,1%	0		2	0,5%
	Très négative	3	1,7%	0		3	0,8%
	Ne sait pas	2	1,1%	7	3,6%	9	2,4%
	Total	179	100,0%	196	100,0%	375	100,0%
Ségou	Très positive	144	80,0%	155	79,5%	299	79,7%
	Positive	26	14,4%	36	18,5%	62	16,5%
	Un peu positive	9	5,0%	2	1,0%	11	2,9%
	Négative	1	0,6%	2	1,0%	3	0,8%
	Total	180	100,0%	195	100,0%	375	100,0%
Mopti	Très positive	136	71,6%	139	75,1%	275	73,3%
	Positive	39	20,5%	30	16,2%	69	18,4%
	Un peu positive	4	2,1%	8	4,3%	12	3,2%
	Négative	9	4,7%	3	1,6%	12	3,2%
	Ne sait pas	2	1,1%	5	2,7%	7	1,9%
	Total	190	100,0%	185	100,0%	375	100,0%
Tombouctou	Très positive	73	41,5%	96	48,2%	169	45,1%
	Positive	72	40,9%	69	34,7%	141	37,6%
	Un peu positive	22	12,5%	18	9,0%	40	10,7%
	Négative	6	3,4%	3	1,5%	9	2,4%
	Très négative	0		3	1,5%	3	0,8%
	Ne sait pas	3	1,7%	10	5,0%	13	3,5%
	Total	176	100,0%	199	100,0%	375	100,0%
Gao	Très positive	34	15,3%	25	16,3%	59	15,7%

Appréciation Globale de l'organisation des élections		Homme		Femme		Total	
		n	%	n	%	n	%
	Positive	148	66,7%	101	66,0%	249	66,4%
	Un peu positive	36	16,2%	26	17,0%	62	16,5%
	Négative	2	0,9%	0		2	0,5%
	Ne sait pas	2	0,9%	1	0,7%	3	0,8%
	Total	222	100,0%	153	100,0%	375	100,0%
Ensemble	Très positive	875	57,9%	906	60,8%	1781	59,4%
	Positive	462	30,6%	437	29,3%	899	30,0%
	Un peu positive	123	8,1%	98	6,6%	221	7,4%
	Négative	28	1,9%	14	0,9%	42	1,4%
	Très négative	7	0,5%	7	0,5%	14	0,5%
	Ne sait pas	15	1,0%	28	1,9%	43	1,4%
	Total	1510	100,0%	1490	100,0%	3000	100,0%

2.2.1.2. Appréciation de l'élection d'IBK

Les résultats issus du sondage confirment la volonté du peuple dans l'élection d'IBK comme Président de la République du Mali : plus de 89% (89,4%) des citoyens apprécient de façon très positive ou positive l'élection d'IBK contre seulement 3% pour l'appréciation très négative ou négative. Les hommes et les femmes ont eu la même appréciation de l'élection du président de la République.

La quasi-totalité des citoyens de chacune des régions ont été favorables à l'élection d'IBK comme président de la République.

Tableau 5 : Appréciation de l'élection d'IBK

Appréciation de l'élection d'IBK		Homme		Femme		Total	
		N	%	n	%	n	%
Bamako	Très positive	99	48,5%	88	51,5%	187	49,9%
	Positive	68	33,3%	54	31,6%	122	32,5%
	Un peu positive	25	12,3%	18	10,5%	43	11,5%
	Négative	4	2,0%	7	4,1%	11	2,9%
	Très négative	3	1,5%	3	1,8%	6	1,6%
	Ne sait pas	5	2,5%	1	0,6%	6	1,6%
	Total	204	100,0%	171	100,0%	375	100,0%
Kayes	Très positive	106	58,9%	128	65,6%	234	62,4%
	Positive	66	36,7%	56	28,7%	122	32,5%
	Un peu	3	1,7%	7	3,6%	10	2,7%

Appréciation de l'élection d'IBK		Homme		Femme		Total	
		N	%	n	%	n	%
	positive						
	Négative	0		1	0,5%	1	0,3%
	Très négative	1	0,6%	0		1	0,3%
	Ne sait pas	4	2,2%	3	1,5%	7	1,9%
	Total	180	100,0%	195	100,0%	375	100,0%
Koulikoro	Très positive	77	43,0%	95	48,5%	172	45,9%
	Positive	94	52,5%	93	47,4%	187	49,9%
	Un peu positive	2	1,1%	6	3,1%	8	2,1%
	Négative	3	1,7%	1	0,5%	4	1,1%
	Ne sait pas	3	1,7%	1	0,5%	4	1,1%
	Total	179	100,0%	196	100,0%	375	100,0%
Sikasso	Très positive	117	65,4%	135	68,9%	252	67,2%
	Positive	43	24,0%	47	24,0%	90	24,0%
	Un peu positive	6	3,4%	5	2,6%	11	2,9%
	Négative	9	5,0%	3	1,5%	12	3,2%
	Très négative	2	1,1%	0		2	0,5%
	Ne sait pas	2	1,1%	6	3,1%	8	2,1%
	Total	179	100,0%	196	100,0%	375	100,0%
Ségou	Très positive	140	77,8%	156	80,0%	296	78,9%
	Positive	27	15,0%	31	15,9%	58	15,5%
	Un peu positive	2	1,1%	2	1,0%	4	1,1%
	Négative	4	2,2%	1	0,5%	5	1,3%
	Très négative	2	1,1%	1	0,5%	3	0,8%
	Ne sait pas	5	2,8%	4	2,1%	9	2,4%
	Total	180	100,0%	195	100,0%	375	100,0%
Mopti	Très positive	153	80,5%	146	78,9%	299	79,7%
	Positive	16	8,4%	11	5,9%	27	7,2%
	Un peu positive	7	3,7%	11	5,9%	18	4,8%
	Négative	7	3,7%	3	1,6%	10	2,7%
	Très négative	1	0,5%	1	0,5%	2	0,5%
	Ne sait pas	6	3,2%	13	7,0%	19	5,1%
	Total	190	100,0%	185	100,0%	375	100,0%
Tombouctou	Très positive	66	37,5%	105	52,8%	171	45,6%
	Positive	78	44,3%	61	30,7%	139	37,1%
	Un peu positive	23	13,1%	15	7,5%	38	10,1%
	Négative	8	4,5%	11	5,5%	19	5,1%
	Très négative	0		5	2,5%	5	1,3%
	Ne sait pas	1	0,6%	2	1,0%	3	0,8%

Appréciation de l'élection d'IBK		Homme		Femme		Total	
		N	%	n	%	n	%
Gao	Total	176	100,0%	199	100,0%	375	100,0%
	Très positive	76	34,2%	63	41,2%	139	37,1%
	Positive	113	50,9%	76	49,7%	189	50,4%
	Un peu positive	23	10,4%	9	5,9%	32	8,5%
	Négative	7	3,2%	3	2,0%	10	2,7%
	Ne sait pas	3	1,4%	2	1,3%	5	1,3%
	Total	222	100,0%	153	100,0%	375	100,0%
Ensemble	Très positive	834	55,2%	916	61,5%	1750	58,3%
	Positive	505	33,4%	429	28,8%	934	31,1%
	Un peu positive	91	6,0%	73	4,9%	164	5,5%
	Négative	42	2,8%	30	2,0%	72	2,4%
	Très négative	9	0,6%	10	0,7%	19	0,6%
	Ne sait pas	29	1,9%	32	2,1%	61	2,0%
	Total	1510	100,0%	1490	100,0%	3000	100,0%

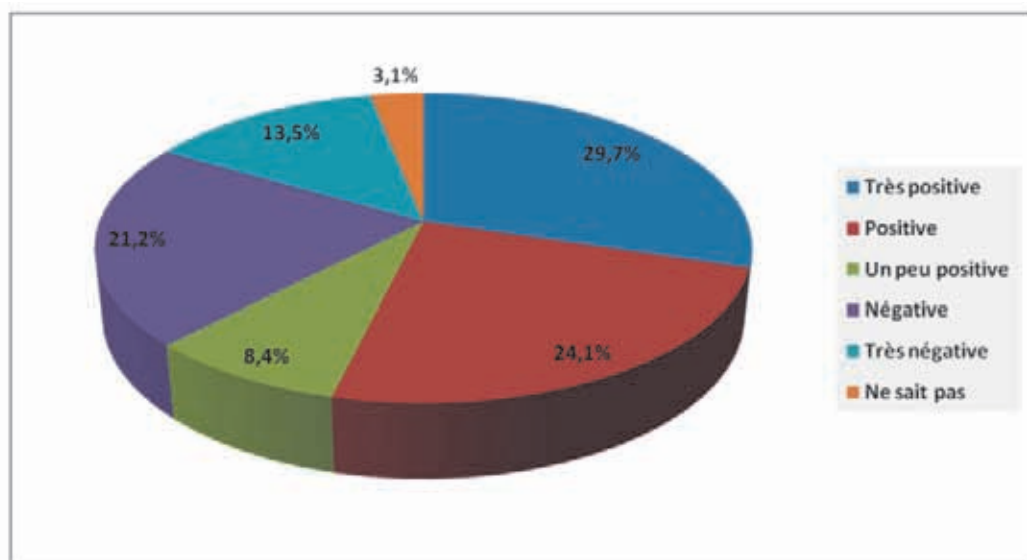
2.2.1.3. Appréciation de l'implication des religieux dans le processus électoral

Au niveau national, plus de la moitié (53,8%) de la population interrogée pense que l'implication des religieux dans le processus électoral est positive ou très positive contre 34,7% de ceux qui trouvent cette implication très négative ou négative.

L'opinion des enquêté(e)s concernant l'implication des religieux dans le processus électoral varie selon les zones enquêtées. Plus de 59% (59,2%) des citoyens de Gao déclarent que l'implication des religieux est soit négative ou très négative contre 26,4% d'entre eux qui trouvent cette implication très positive ou positive. Les hommes sont plus nombreux à juger cette implication très négative (tableau 5). Par contre, plus de 77% des citoyens de la région de Koulikoro trouvent que l'implication des religieux est soit très positive ou positive.

Si moins de la moitié des citoyens de Bamako sont favorables à l'implication des religieux dans le processus électoral, tel n'est pas le cas dans les autres régions où plus de la moitié des citoyens trouvent très positive ou positive l'implication des religieux dans le processus électoral. La même tendance a été observée à Mopti (la seule région concernée par Mali mètre 3) dans le sondage précédent.

Parmi les citoyens de Bamako qui trouvent négative l'implication des religieux dans le processus électoral, la moitié a au moins un niveau secondaire (64,4%) contre 15% pour le niveau fondamental et seulement 16% n'ont aucun niveau d'instruction. A l'inverse, à Mopti plus de 80% des citoyens qui ont une appréciation très positive de l'implication des religieux dans le processus électoral sont sans niveau ou de niveau fondamental.

Figure 3 : Appréciation de l'implication des religieux dans l'ensemble des zones enquêtées**Tableau 6 :** Appréciation de l'implication des religieux

Appréciation de l'implication des religieux		Homme		Femme		Total	
		N	%	n	%	N	%
Bamako	Très positive	49	24,0%	24	14,0%	73	19,5%
	Positive	49	24,0%	44	25,7%	93	24,8%
	Un peu positive	19	9,3%	35	20,5%	54	14,4%
	Négative	45	22,1%	32	18,7%	77	20,5%
	Très négative	37	18,1%	30	17,5%	67	17,9%
	Ne sait pas	5	2,5%	6	3,5%	11	2,9%
	Total	204	100,0%	171	100,0%	375	100,0%
Kayes	Très positive	78	43,3%	84	43,1%	162	43,2%
	Positive	36	20,0%	37	19,0%	73	19,5%
	Un peu positive	12	6,7%	19	9,7%	31	8,3%
	Négative	35	19,4%	38	19,5%	73	19,5%
	Très négative	14	7,8%	7	3,6%	21	5,6%
	Ne sait pas	5	2,8%	10	5,1%	15	4,0%
	Total	180	100,0%	195	100,0%	375	100,0%
Koulikoro	Très positive	48	26,8%	77	39,3%	125	33,3%
	Positive	79	44,1%	85	43,4%	164	43,7%
	Un peu positive	8	4,5%	10	5,1%	18	4,8%
	Négative	42	23,5%	21	10,7%	63	16,8%
	Très négative	1	0,6%	0	0,0%	1	0,3%
	Ne sait pas	1	0,6%	3	1,5%	4	1,1%

Appréciation de l'implication des religieux		Homme		Femme		Total	
		N	%	n	%	N	%
	Total	179	100,0%	196	100,0%	375	100,0%
Sikasso	Très positive	37	20,7%	47	24,0%	84	22,4%
	Positive	63	35,2%	47	24,0%	110	29,3%
	Un peu positive	10	5,6%	13	6,6%	23	6,1%
	Négative	41	22,9%	44	22,4%	85	22,7%
	Très négative	27	15,1%	40	20,4%	67	17,9%
	Ne sait pas	1	0,6%	5	2,6%	6	1,6%
	Total	179	100,0%	196	100,0%	375	100,0%
Ségou	Très positive	80	44,4%	97	49,7%	177	47,2%
	Positive	25	13,9%	30	15,4%	55	14,7%
	Un peu positive	4	2,2%	14	7,2%	18	4,8%
	Négative	25	13,9%	24	12,3%	49	13,1%
	Très négative	26	14,4%	10	5,1%	36	9,6%
	Ne sait pas	20	11,1%	20	10,3%	40	10,7%
	Total	180	100,0%	195	100,0%	375	100,0%
Mopti	Très positive	71	37,4%	89	48,1%	160	42,7%
	Positive	15	7,9%	20	10,8%	35	9,3%
	Un peu positive	12	6,3%	10	5,4%	22	5,9%
	Négative	37	19,5%	24	13,0%	61	16,3%
	Très négative	52	27,4%	41	22,2%	93	24,8%
	Ne sait pas	3	1,6%	1	0,5%	4	1,1%
	Total	190	100,0%	185	100,0%	375	100,0%
Tombouctou	Très positive	34	19,3%	61	30,7%	95	25,3%
	Positive	55	31,3%	54	27,1%	109	29,1%
	Un peu positive	17	9,7%	22	11,1%	39	10,4%
	Négative	37	21,0%	31	15,6%	68	18,1%
	Très négative	31	17,6%	27	13,6%	58	15,5%
	Ne sait pas	2	1,1%	4	2,0%	6	1,6%
	Total	176	100,0%	199	100,0%	375	100,0%
Gao	Très positive	11	5,0%	5	3,3%	16	4,3%
	Positive	44	19,8%	39	25,5%	83	22,1%
	Un peu positive	25	11,3%	23	15,0%	48	12,8%
	Négative	95	42,8%	64	41,8%	159	42,4%
	Très négative	43	19,4%	20	13,1%	63	16,8%
	Ne sait pas	4	1,8%	2	1,3%	6	1,6%
	Total	222	100,0%	153	100,0%	375	100,0%
Ensemble	Très positive	408	27,0%	484	32,5%	892	29,7%
	Positive	366	24,2%	356	23,9%	722	24,1%

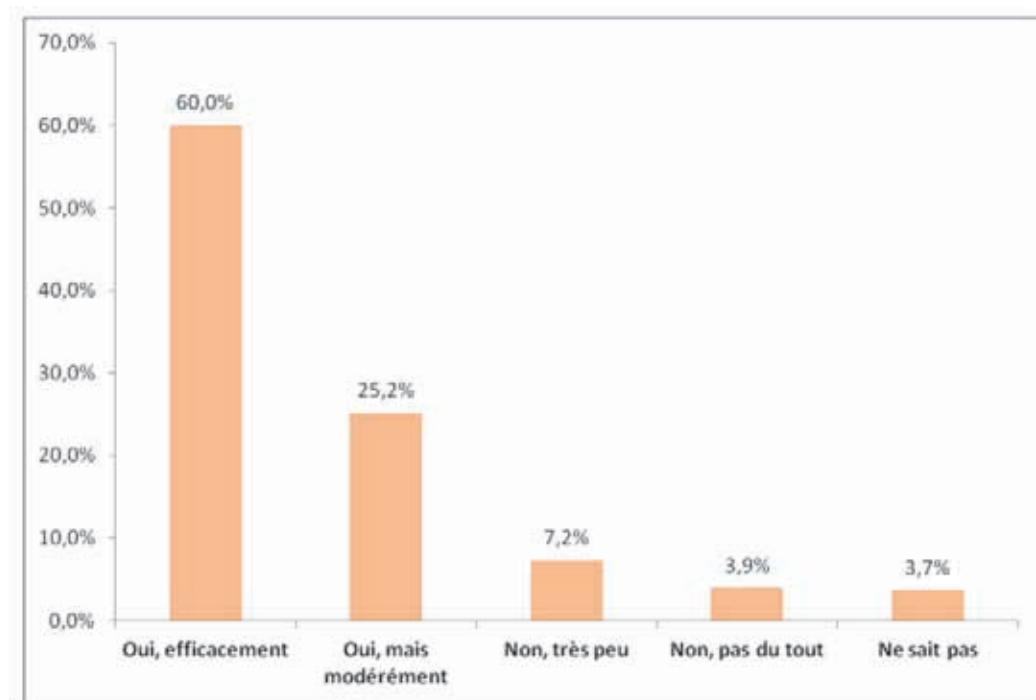
Appréciation de l'implication des religieux		Homme		Femme		Total	
		N	%	n	%	N	%
	Un peu positive	107	7,1%	146	9,8%	253	8,4%
	Négative	357	23,6%	278	18,7%	635	21,2%
	Très négative	231	15,3%	175	11,7%	406	13,5%
	Ne sait pas	41	2,7%	51	3,4%	92	3,1%
	Total	1510	100,0%	1490	100,0%	3000	100,0%

2.2.1.4. Appréciation de l'utilisation de la carte NINA

Le Mali, pour la première fois de son histoire, a utilisé la biométrie pour l'élection présidentielle. Elle devrait contribuer à minimiser les fraudes électorales, sources de contestation et d'instabilité politique. Les citoyens des capitales régionales (sauf Kidal) et du District de Bamako ont apprécié de façon globale l'utilisation de la carte NINA à cet effet : 60% des citoyens trouvent que son utilisation a été très positive contre environ 4% qui estiment que son utilisation n'a pas été du tout porteuse d'espoir dans la lutte contre la fraude électorale.

Cette appréciation positive est moins prononcée dans le District de Bamako : 43,7% des citoyens pensent que l'utilisation de la carte NINA a été efficace contre 60% pour la moyenne nationale. Les citoyens de la région de Koulikoro sont les plus nombreux (84%) à apprécier efficacement cette pratique biométrique. Plus de 70% des citoyens des régions de Kayes, Sikasso et Ségou sont aussi favorables à la carte NINA. Seulement 52% des citoyens de Mopti et 60% de ceux de Tombouctou pensent que l'utilisation de la carte NINA a été efficace. La région de Gao se démarque de la tendance générale : moins de 30% (28,5%) des citoyens ont apprécié efficacement l'utilisation de la carte NINA.

Sur l'ensemble du Mali, les hommes et les femmes ont eu la même appréciation de l'utilisation de cette carte. Dans les régions de Kayes et le District de Bamako, les hommes semblent être plus favorables que les femmes quant à l'utilisation de la carte NINA : 49% des hommes de Bamako et 77% de ceux de Kayes ont apprécié efficacement son utilisation contre respectivement 37% et 64% des femmes. Quant aux autres régions, il n'y a pas de différence statistiquement significative de l'appréciation de l'utilisation de la carte NINA.

Figure 4 : Appréciation de l'utilisation de la carte NINA dans l'ensemble des zones enquêtées**Tableau 7 :** Carte NINA et Fraude Electorale

Carte NINA et Fraude Electorale		Homme		Femme		Total	
		n	%	N	%	n	%
Bamako	Oui, efficacement	100	49,0%	64	37,4%	164	43,7%
	Oui, mais modérément	71	34,8%	77	45,0%	148	39,5%
	Non, très peu	11	5,4%	10	5,8%	21	5,6%
	Non, pas du tout	19	9,3%	18	10,5%	37	9,9%
	Ne sait pas	3	1,5%	2	1,2%	5	1,3%
	Total	204	100,0%	171	100,0%	375	100,0%
Kayes	Oui, efficacement	139	77,2%	125	64,1%	264	70,4%
	Oui, mais modérément	28	15,6%	44	22,6%	72	19,2%
	Non, très peu	3	1,7%	7	3,6%	10	2,7%
	Non, pas du tout	2	1,1%	9	4,6%	11	2,9%

Carte NINA et Fraude Electorale		Homme		Femme		Total	
		n	%	N	%	n	%
	Ne sait pas	8	4,4%	10	5,1%	18	4,8%
	Total	180	100,0%	195	100,0%	375	100,0%
Koulikoro	Oui, efficacement	152	84,9%	163	83,2%	315	84,0%
	Oui, mais modérément	23	12,8%	22	11,2%	45	12,0%
	Non, très peu	1	0,6%	4	2,0%	5	1,3%
	Non, pas du tout	2	1,1%	3	1,5%	5	1,3%
	Ne sait pas	1	0,6%	4	2,0%	5	1,3%
	Total	179	100,0%	196	100,0%	375	100,0%
Sikasso	Oui, efficacement	128	71,5%	136	69,4%	264	70,4%
	Oui, mais modérément	40	22,3%	43	21,9%	83	22,1%
	Non, très peu	2	1,1%	4	2,0%	6	1,6%
	Non, pas du tout	6	3,4%	1	0,5%	7	1,9%
	Ne sait pas	3	1,7%	12	6,1%	15	4,0%
	Total	179	100,0%	196	100,0%	375	100,0%
Ségou	Oui, efficacement	127	70,6%	141	72,3%	268	71,5%
	Oui, mais modérément	35	19,4%	35	17,9%	70	18,7%
	Non, très peu	10	5,6%	4	2,1%	14	3,7%
	Non, pas du tout	1	0,6%	9	4,6%	10	2,7%
	Ne sait pas	7	3,9%	6	3,1%	13	3,5%
	Total	180	100,0%	195	100,0%	375	100,0%
Mopti	Oui, efficacement	96	50,5%	98	53,0%	194	51,7%
	Oui, mais modérément	62	32,6%	62	33,5%	124	33,1%
	Non, très peu	12	6,3%	14	7,6%	26	6,9%
	Non, pas du tout	13	6,8%	4	2,2%	17	4,5%
	Ne sait pas	7	3,7%	7	3,8%	14	3,7%
	Total	190	100,0%	185	100,0%	375	100,0%
Tombouctou	Oui, efficacement	106	60,2%	118	59,3%	224	59,7%
	Oui, mais modérément	41	23,3%	36	18,1%	77	20,5%
	Non, très peu	13	7,4%	21	10,6%	34	9,1%
	Non, pas du tout	5	2,8%	4	2,0%	9	2,4%
	Ne sait pas	11	6,3%	20	10,1%	31	8,3%
	Total	176	100,0%	199	100,0%	375	100,0%
Gao	Oui, efficacement	65	29,3%	42	27,5%	107	28,5%

Carte NINA et Fraude Electorale		Homme		Femme		Total	
		n	%	N	%	n	%
	Oui, mais modérément	83	37,4%	53	34,6%	136	36,3%
	Non, très peu	54	24,3%	47	30,7%	101	26,9%
	Non, pas du tout	17	7,7%	5	3,3%	22	5,9%
	Ne sait pas	3	1,4%	6	3,9%	9	2,4%
	Total	222	100,0%	153	100,0%	375	100,0%
Ensemble	Oui, efficacement	913	60,5%	887	59,5%	1800	60,0%
	Oui, mais modérément	383	25,4%	372	25,0%	755	25,2%
	Non, très peu	106	7,0%	111	7,4%	217	7,2%
	Non, pas du tout	65	4,3%	53	3,6%	118	3,9%
	Ne sait pas	43	2,8%	67	4,5%	110	3,7%
	Total	1510	100,0%	1490	100,0%	3000	100,0%

2.2.2. Attentes des citoyens du nouveau Président

2.2.2.1 Appréciation de ce que doivent être les actions prioritaires du Président

Les citoyens pensent que l'action prioritaire que le Président doit entreprendre est la restauration de la paix et de la sécurité (74,9%). La lutte contre la corruption et les injustices (58,8%), la recherche de l'emploi pour les jeunes (54,3%) sont également des priorités des populations à l'attention du Président de la République. L'école et la cherté de la vie sont aussi des préoccupations pour les citoyens.

Tous les citoyens des régions placent la restauration de la paix et de la sécurité en première position parmi les axes prioritaires sur lesquels le Président doit agir. A noter que les citoyens du District de Bamako ont cité en première position la lutte contre la corruption et les injustices entre maliens (56,0%), suivie de la restauration de la paix et de la sécurité (55,2%).

Tableau 8 : Préoccupations du nouveau président

Préoccupations prioritaires du nouveau Président		Homme		Femme		Total	
		n	%	N	%	N	%
Bamako	Lutter contre la corruption et les injustices entre maliens	112	54,9%	98	57,3%	210	56,0%
	Restaurer la paix et la sécurité au Nord	114	55,9%	93	54,4%	207	55,2%
	Lutter contre le chômage des jeunes	84	41,2%	78	45,6%	162	43,2%
	Relancer l'économie	61	29,9%	52	30,4%	113	30,1%

Préoccupations prioritaires du nouveau Président		Homme		Femme		Total	
		n	%	N	%	N	%
	S'occuper de l'école (performance, paix sociale)	70	34,3%	69	40,4%	139	37,1%
	Comment lutter contre la cherté de la vie	65	31,9%	56	32,7%	121	32,3%
	Réconcilier les maliens	56	27,5%	74	43,3%	130	34,7%
	Autre à préciser	40	19,6%	21	12,3%	61	16,3%
	Ne sait pas	1	0,5%	0	0,0%	1	0,3%
Kayes	Lutter contre la corruption et les injustices entre maliens	107	59,4%	107	54,9%	214	57,1%
	Restaurer la paix et la sécurité au Nord	155	86,1%	148	75,9%	303	80,8%
	Lutter contre le chômage des jeunes	62	34,4%	99	50,8%	161	42,9%
	Relancer l'économie	46	25,6%	52	26,7%	98	26,1%
	S'occuper de l'école (performance, paix sociale)	52	28,9%	86	44,1%	138	36,8%
	Comment lutter contre la cherté de la vie	99	55,0%	146	74,9%	245	65,3%
	Réconcilier les maliens	37	20,6%	67	34,4%	104	27,7%
	Autre à préciser	50	27,8%	21	10,8%	71	18,9%
Koulikoro	Lutter contre la corruption et les injustices entre maliens	105	58,7%	106	54,1%	211	56,3%
	Restaurer la paix et la sécurité au Nord	131	73,2%	142	72,4%	273	72,8%
	Lutter contre le chômage des jeunes	102	57,0%	98	50,0%	200	53,3%
	Relancer l'économie	77	43,0%	68	34,7%	145	38,7%
	S'occuper de l'école (performance, paix sociale)	74	41,3%	55	28,1%	129	34,4%
	Comment lutter contre la cherté de la vie	95	53,1%	107	54,6%	202	53,9%
	Réconcilier les maliens	37	20,7%	24	12,2%	61	16,3%
	Autre à préciser	9	5,0%	1	0,5%	10	2,7%
Sikasso	Lutter contre la corruption et les injustices entre maliens	134	74,9%	150	68,4%	284	75,7%
	Restaurer la paix et la sécurité au Nord	160	89,4%	164	81,6%	324	86,4%
	Lutter contre le chômage	139	77,7%	142	70,9%	281	74,9%

Préoccupations prioritaires du nouveau Président		Homme		Femme		Total	
		n	%	N	%	N	%
	des jeunes						
	Relancer l'économie	129	72,1%	117	65,8%	246	65,6%
	S'occuper de l'école (performance, paix sociale)	120	67,0%	137	61,2%	257	68,5%
	Comment lutter contre la cherté de la vie	115	64,2%	138	58,7%	253	67,5%
	Réconcilier les maliens	101	56,4%	128	51,5%	229	61,1%
	Autre à préciser	28	15,6%	25	14,3%	53	14,1%
Ségou	Lutter contre la corruption et les injustices entre maliens	87	48,3%	74	37,9%	161	42,9%
	Restaurer la paix et la sécurité au Nord	120	66,7%	128	65,6%	248	66,1%
	Lutter contre le chômage des jeunes	87	48,3%	128	65,6%	215	57,3%
	Relancer l'économie	81	45,0%	84	43,1%	165	44,0%
	S'occuper de l'école (performance, paix sociale)	74	41,1%	99	50,8%	173	46,1%
	Comment lutter contre la cherté de la vie	45	25,0%	52	26,7%	97	25,9%
	Réconcilier les maliens	28	15,6%	44	22,6%	72	19,2%
	Autre à préciser	53	29,4%	35	17,9%	88	23,5%
Mopti	Lutter contre la corruption et les injustices entre maliens	136	71,6%	132	71,4%	268	71,5%
	Restaurer la paix et la sécurité au Nord	153	80,5%	147	79,5%	300	80,0%
	Lutter contre le chômage des jeunes	111	58,4%	110	59,5%	221	58,9%
	Relancer l'économie	83	43,7%	66	35,7%	149	39,7%
	S'occuper de l'école (performance, paix sociale)	106	55,8%	78	42,2%	184	49,1%
	Comment lutter contre la cherté de la vie	93	48,9%	67	36,2%	160	42,7%
	Réconcilier les maliens	88	46,3%	90	48,6%	178	47,5%
	Autre à préciser	9	4,7%	6	3,2%	15	4,0%
	Ne sait pas	1	0,5%	2	1,1%	3	0,8%
Tombouctou	Lutter contre la corruption et les injustices entre maliens	121	68,8%	84	42,2%	205	54,7%
	Restaurer la paix et la	155	88,1%	171	85,9%	326	86,9%

Préoccupations prioritaires du nouveau Président		Homme		Femme		Total	
		n	%	N	%	N	%
	sécurité au Nord						
	Lutter contre le chômage des jeunes	92	52,3%	95	47,7%	187	49,9%
	Relancer l'économie	65	36,9%	50	25,1%	115	30,7%
	S'occuper de l'école (performance, paix sociale)	88	50,0%	85	42,7%	173	46,1%
	Comment lutter contre la cherté de la vie	70	39,8%	64	32,2%	134	35,7%
	Réconcilier les maliens	133	75,6%	144	72,4%	277	73,9%
	Autre à préciser	5	2,8%	3	1,5%	8	2,1%
Gao	Lutter contre la corruption et les injustices entre maliens	127	57,2%	83	54,2%	210	56,0%
	Restaurer la paix et la sécurité au Nord	153	68,9%	112	73,2%	265	70,7%
	Lutter contre le chômage des jeunes	122	55,0%	81	52,9%	203	54,1%
	Relancer l'économie	99	44,6%	52	34,0%	151	40,3%
	S'occuper de l'école (performance, paix sociale)	78	35,1%	53	34,6%	131	34,9%
	Comment lutter contre la cherté de la vie	71	32,0%	58	37,9%	129	34,4%
	Réconcilier les maliens	80	36,0%	62	40,5%	142	37,9%
	Autre à préciser	2	0,9%	3	2,0%	5	1,3%
Ensemble	Lutter contre la corruption et les injustices entre maliens	929	61,5%	834	56,0%	1763	58,8%
	Restaurer la paix et la sécurité au Nord	1141	75,6%	1105	74,2%	2246	74,9%
	Lutter contre le chômage des jeunes	799	52,9%	831	55,8%	1630	54,3%
	Relancer l'économie	641	42,5%	541	36,3%	1182	39,4%
	S'occuper de l'école (performance, paix sociale)	662	43,8%	662	44,4%	1324	44,1%
	Comment lutter contre la cherté de la vie	653	43,2%	688	46,2%	1341	44,7%
	Réconcilier les maliens	560	37,1%	633	42,5%	1193	39,8%
	Autre à préciser	196	13,0%	115	7,7%	311	10,4%
	Ne sait pas	2	0,1%	2	0,1%	4	0,1%

2.2.2.2 Appréciation du nouveau gouvernement

Les citoyens ont confiance au nouveau gouvernement : 21% ont très confiance et 30,9% juste confiance contre seulement 5,4% qui ne lui font pas confiance. Plus du quart (25,5%) est sans opinion.

Les appréciations que les citoyens font du nouveau gouvernement varient selon les zones d'enquête. La proportion des enquêtés qui lui font très confiance à juste confiance est élevée à Gao (77,3%), Koulikoro (65,8%) et Mopti (52,3%). Elle est plus faible dans les autres régions : Bamako (46,7%), Kayes (40,3%), Sikasso (35,2%) et Ségou (47,4%). La proportion de ceux qui ne lui font pas confiance est significative surtout à Bamako (10,1%). La part des sans opinion est élevée surtout à Kayes (44%), Sikasso (40,3%) et Mopti (29,1%).

Tableau 9 : Appréciation du nouveau gouvernement

Appréciation du nouveau Gouvernement		Homme		Femme		Total	
		n	%	n	%	n	%
Bamako	Très confiance	40	19,6%	38	22,2%	78	20,8%
	Juste confiance	55	27,0%	42	24,6%	97	25,9%
	Modérément confiance	64	31,4%	41	24,0%	105	28,0%
	Pas confiance	17	8,3%	21	12,3%	38	10,1%
	Sans opinion	28	13,7%	29	17,0%	57	15,2%
	Total	204	100,0%	171	100,0%	375	100,0%
Kayes	Très confiance	44	24,4%	13	6,7%	57	15,2%
	Juste confiance	50	27,8%	44	22,6%	94	25,1%
	Modérément confiance	23	12,8%	20	10,3%	43	11,5%
	Pas confiance	9	5,0%	7	3,6%	16	4,3%
	Sans opinion	54	30,0%	111	56,9%	165	44,0%
	Total	180	100,0%	195	100,0%	375	100,0%
Koulikoro	Très confiance	67	37,4%	46	23,5%	113	30,1%
	Juste confiance	61	34,1%	73	37,2%	134	35,7%
	Modérément confiance	21	11,7%	20	10,2%	41	10,9%
	Pas confiance	3	1,7%	5	2,6%	8	2,1%
	Sans opinion	27	15,1%	52	26,5%	79	21,1%
	Total	179	100,0%	196	100,0%	375	100,0%
Sikasso	Très confiance	33	18,4%	24	12,2%	57	15,2%
	Juste confiance	28	15,6%	47	24,0%	75	20,0%
	Modérément confiance	42	23,5%	35	17,9%	77	20,5%
	Pas confiance	9	5,0%	6	3,1%	15	4,0%
	Sans opinion	67	37,4%	84	42,9%	151	40,3%
	Total	179	100,0%	196	100,0%	375	100,0%
Ségou	Très confiance	58	32,2%	64	32,8%	122	32,5%
	Juste confiance	33	18,3%	23	11,8%	56	14,9%

Appréciation du nouveau Gouvernement		Homme		Femme		Total	
		n	%	n	%	n	%
	Modérément confiance	33	18,3%	24	12,3%	57	15,2%
	Pas confiance	15	8,3%	7	3,6%	22	5,9%
	Sans opinion	41	22,8%	77	39,5%	118	31,5%
	Total	180	100,0%	195	100,0%	375	100,0%
Mopti	Très confiance	46	24,2%	48	25,9%	94	25,1%
	Juste confiance	59	31,1%	43	23,2%	102	27,2%
	Modérément confiance	20	10,5%	22	11,9%	42	11,2%
	Pas confiance	21	11,1%	7	3,8%	28	7,5%
	Sans opinion	44	23,2%	65	35,1%	109	29,1%
	Total	190	100,0%	185	100,0%	375	100,0%
Tombouctou	Très confiance	31	17,6%	28	14,1%	59	15,7%
	Juste confiance	62	35,2%	66	33,2%	128	34,1%
	Modérément confiance	49	27,8%	37	18,6%	86	22,9%
	Pas confiance	14	8,0%	12	6,0%	26	6,9%
	Sans opinion	20	11,4%	56	28,1%	76	20,3%
	Total	176	100,0%	199	100,0%	375	100,0%
Gao	Très confiance	33	14,9%	17	11,1%	50	13,3%
	Juste confiance	133	59,9%	107	69,9%	240	64,0%
	Modérément confiance	44	19,8%	24	15,7%	68	18,1%
	Pas confiance	7	3,2%	1	0,7%	8	2,1%
	Sans opinion	5	2,3%	4	2,6%	9	2,4%
	Total	222	100,0%	153	100,0%	375	100,0%
Ensemble	Très confiance	352	23,3%	278	18,7%	630	21,0%
	Juste confiance	481	31,9%	445	29,9%	926	30,9%
	Modérément confiance	296	19,6%	223	15,0%	519	17,3%
	Pas confiance	95	6,3%	66	4,4%	161	5,4%
	Sans opinion	286	18,9%	478	32,1%	764	25,5%
	Total	1510	100,0%	1490	100,0%	3000	100,0%

2.2.3. Perspectives pour les élections législatives : Date des élections législatives

La période d'octobre/novembre, indépendamment de la région et du sexe, semble être la période la mieux indiquée pour les législatives : la moitié des citoyens l'ont citée, contre environ 20% pour décembre et 15% pour le 1er trimestre 2014. Une proportion non négligeable (13,9%) déclare ne pas savoir. Les citoyens des régions de Tombouctou (59,3%) et de Koulikoro (57,1%) sont les plus nombreux à se prononcer en faveur de cette période. Une forte proportion des citoyens n'ont pas pu indiquer de date dans le District de Bamako, Kayes, Sikasso et Ségou.

Tableau 10 : proposition de la date des élections législatives

Période Elections législatives		Homme		Femme		Total	
		n	%	n	%	n	%
Bamako	Octobre/Novembre 2013	82	40,2%	66	38,6%	148	39,5%
	Décembre 2013	42	20,6%	24	14,0%	66	17,6%
	1er trimestre 2014	46	22,5%	28	16,4%	74	19,7%
	Autres	8	3,9%	4	2,3%	12	3,2%
	Ne sait pas	26	12,7%	49	28,7%	75	20,0%
	Total	204	100,0%	171	100,0%	375	100,0%
Kayes	Octobre/Novembre 2013	91	50,6%	105	53,8%	196	52,3%
	Décembre 2013	34	18,9%	20	10,3%	54	14,4%
	1er trimestre 2014	14	7,8%	6	3,1%	20	5,3%
	Autres	6	3,3%	2	1,0%	8	2,1%
	Ne sait pas	35	19,4%	62	31,8%	97	25,9%
	Total	180	100,0%	195	100,0%	375	100,0%
Koulikoro	Octobre/Novembre 2013	104	58,1%	110	56,1%	214	57,1%
	Décembre 2013	22	12,3%	33	16,8%	55	14,7%
	1er trimestre 2014	41	22,9%	26	13,3%	67	17,9%
	Autres	3	1,7%	1	0,5%	4	1,1%
	Ne sait pas	9	5,0%	26	13,3%	35	9,3%
	Total	179	100,0%	196	100,0%	375	100,0%
Sikasso	Octobre/Novembre 2013	83	46,4%	86	43,9%	169	45,1%
	Décembre 2013	38	21,2%	40	20,4%	78	20,8%
	1er trimestre 2014	24	13,4%	23	11,7%	47	12,5%
	Autres	9	5,0%	3	1,5%	12	3,2%
	Ne sait pas	25	14,0%	44	22,4%	69	18,4%
	Total	179	100,0%	196	100,0%	375	100,0%
Ségou	Octobre/Novembre 2013	82	45,6%	85	43,6%	167	44,5%
	Décembre 2013	43	23,9%	55	28,2%	98	26,1%
	1er trimestre 2014	19	10,6%	12	6,2%	31	8,3%
	Autres	3	1,7%	0	0,0%	3	0,8%
	Ne sait pas	33	18,3%	43	22,1%	76	20,3%
	Total	180	100,0%	195	100,0%	375	100,0%
Mopti	Octobre/Novembre 2013	100	52,6%	89	48,4%	189	50,5%
	Décembre 2013	34	17,9%	39	21,2%	73	19,5%
	1er trimestre 2014	47	24,7%	38	20,7%	85	22,7%
	Autres	2	1,1%	1	0,5%	3	0,8%

Période Elections législatives		Homme		Femme		Total	
	Ne sait pas	n	%	n	%	n	%
	Total	190	100,0%	185	100,0%	375	100,0%
Tombouctou	Octobre/Novembre 2013	100	57,1%	116	61,4%	216	59,3%
	Décembre 2013	31	17,7%	38	20,1%	69	19,0%
	1er trimestre 2014	37	21,1%	28	14,8%	65	17,9%
	Autres	4	2,3%	1	0,5%	5	1,4%
	Ne sait pas	4	1,7%	16	3,2%	20	2,5%
	Total	176	100,0%	199	100,0%	375	100,0%
Gao	Octobre/Novembre 2013	131	59,3%	69	45,1%	200	53,5%
	Décembre 2013	46	20,8%	46	30,1%	92	24,6%
	1er trimestre 2014	36	16,3%	23	15,0%	59	15,8%
	Autres	2	0,9%	2	1,3%	4	1,1%
	Ne sait pas	7	2,7%	13	8,5%	20	5,1%
	Total	222	100,0%	153	100,0%	375	100,0%
Ensemble	Octobre/Novembre 2013	773	51,2%	726	48,7%	1499	50,0%
	Décembre 2013	290	19,2%	295	19,8%	585	19,5%
	1er trimestre 2014	264	17,5%	184	12,3%	448	14,9%
	Autres	37	2,5%	14	0,9%	51	1,7%
	Ne sait pas	146	9,7%	271	18,2%	417	13,9%
	Total	1510	100,0%	1490	100,0%	3000	100,0%

2.3 Dialogue et Réconciliation

2.3.1 Appréciation d'un Ministère chargé de la réconciliation nationale et du Développement des régions Nord

La création d'un Ministère chargé de la réconciliation nationale et du Développement des régions Nord est très bien appréciée. 76% des maliens trouvent très positive ou positive la création de ce ministère. Les citoyens trouvent très positive (39,6%) ou positive (36,6%) la création de ce ministère. Moins de 6% (5,7%) et 4,6% des maliens apprécient respectivement de façon négative et très négative la création du Ministère en charge de la réconciliation nationale. Les hommes sont plus nombreux à positiver la création de ce ministère : 23% des hommes contre 19% des femmes apprécient très positivement sa création.

La création de cette institution est particulièrement positivée dans les régions de Mopti : plus de 80% (81,6%) des citoyens trouvent très positive et 9,6% de positive sa création contre moins de 1% (0,5%) de très négative et 2,9% de négative. Ensuite viennent les régions de Koulikoro (49,6% de positive et 38,7% de très positive), Tombouctou (45,3% et 38,4% pour respectivement de positive et de très positive) et Ségou (16,5% de positive et 58,9% de très positive).

Tableau 11 : Appréciation d'un Ministère chargé de la réconciliation nationale et du Développement des régions Nord

Appréciation Ministère chargé de la réconciliation nationale et du Développement des régions Nord		Homme		Femme		Total	
		n	%	n	%	n	%
Bamako	Très positive	61	29,9%	37	21,6%	98	26,1%
	Positive	79	38,7%	61	35,7%	140	37,3%
	Un peu positive	14	6,9%	16	9,4%	30	8,0%
	Négative	15	7,4%	13	7,6%	28	7,5%
	Très négative	19	9,3%	29	17,0%	48	12,8%
	Sans opinion	16	7,8%	15	8,8%	31	8,3%
	Total	204	100,0%	171	100,0%	375	100,0%
Kayes	Très positive	66	36,7%	73	37,4%	139	37,1%
	Positive	65	36,1%	64	32,8%	129	34,4%
	Un peu positive	5	2,8%	8	4,1%	13	3,5%
	Négative	14	7,8%	0	0,0%	14	3,7%
	Très négative	4	2,2%	2	1,0%	6	1,6%
	Sans opinion	26	14,4%	48	24,6%	74	19,7%
	Total	180	100,0%	195	100,0%	375	100,0%
Koulikoro	Très positive	71	39,7%	74	37,8%	145	38,7%
	Positive	83	46,4%	103	52,6%	186	49,6%
	Un peu positive	5	2,8%	6	3,1%	11	2,9%
	Négative	12	6,7%	4	2,0%	16	4,3%
	Très négative	1	0,6%	1	0,5%	2	0,5%
	Sans opinion	7	3,9%	8	4,1%	15	4,0%
	Total	179	100,0%	196	100,0%	375	100,0%
Sikasso	Très positive	40	22,3%	38	19,4%	78	20,8%
	Positive	76	42,5%	101	51,5%	177	47,2%
	Un peu positive	13	7,3%	8	4,1%	21	5,6%
	Négative	19	10,6%	17	8,7%	36	9,6%
	Très négative	19	10,6%	8	4,1%	27	7,2%
	Sans opinion	12	6,7%	24	12,2%	36	9,6%
	Total	179	100,0%	196	100,0%	375	100,0%
Ségou	Très positive	106	58,9%	115	59,0%	221	58,9%
	Positive	24	13,3%	38	19,5%	62	16,5%

Appréciation Ministère chargé de la réconciliation nationale et du Développement des régions Nord		Homme		Femme		Total	
		n	%	n	%	n	%
	Un peu positive	9	5,0%	10	5,1%	19	5,1%
	Négative	11	6,1%	10	5,1%	21	5,6%
	Très négative	22	12,2%	8	4,1%	30	8,0%
	Sans opinion	8	4,4%	14	7,2%	22	5,9%
	Total	180	100,0%	195	100,0%	375	100,0%
Mopti	Très positive	158	83,2%	148	80,0%	306	81,6%
	Positive	15	7,9%	21	11,4%	36	9,6%
	Un peu positive	5	2,6%	4	2,2%	9	2,4%
	Négative	8	4,2%	3	1,6%	11	2,9%
	Très négative	2	1,1%	0		2	0,5%
	Sans opinion	2	1,1%	9	4,9%	11	2,9%
	Total	190	100,0%	185	100,0%	375	100,0%
Tombouctou	Très positive	59	33,5%	85	42,7%	144	38,4%
	Positive	79	44,9%	91	45,7%	170	45,3%
	Un peu positive	22	12,5%	11	5,5%	33	8,8%
	Négative	7	4,0%	5	2,5%	12	3,2%
	Très négative	8	4,5%	4	2,0%	12	3,2%
	Sans opinion	1	0,6%	3	1,5%	4	1,1%
	Total	176	100,0%	199	100,0%	375	100,0%
Gao	Très positive	36	16,2%	21	13,7%	57	15,2%
	Positive	106	47,7%	93	60,8%	199	53,1%
	Un peu positive	39	17,6%	24	15,7%	63	16,8%
	Négative	25	11,3%	8	5,2%	33	8,8%
	Très négative	8	3,6%	3	2,0%	11	2,9%
	Sans opinion	8	3,6%	4	2,6%	12	3,2%
	Total	222	100,0%	153	100,0%	375	100,0%
Ensemble	Très positive	597	39,5%	591	39,7%	1188	39,6%
	Positive	527	34,9%	572	38,4%	1099	36,6%
	Un peu positive	112	7,4%	87	5,8%	199	6,6%
	Négative	111	7,4%	60	4,0%	171	5,7%
	Très négative	83	5,5%	55	3,7%	138	4,6%
	Sans opinion	80	5,3%	125	8,4%	205	6,8%
	Total	1510	100,0%	1490	100,0%	3000	100,0%

2.3.2 Les actions prioritaires du Ministère chargé de la réconciliation nationale et du Développement des régions Nord

Pour une très grande majorité des enquêtés (74,7%), l'action prioritaire du Ministre est d'organiser le dialogue et la réconciliation entre les populations des régions Nord. Cette action est suivie de l'organisation d'une conférence nationale sur les questions du Nord (52,2%) de l'ensemble des citoyens.

L'indemnisation des victimes d'exactions de la rébellion et des Jihadistes (28,2%) et la réconciliation entre les militaires (28,0%) constituent d'autres priorités signalées par les citoyens.

La réconciliation entre les populations du Nord demeure la première action à mener, selon les citoyens, indépendamment de la zone d'enquête. Cependant, elle est plus prônée par les citoyens des régions de Kayes (86,1%), de Koulikoro (86,7%) et de Mopti (83,5%). Aussi, la réconciliation entre les militaires est fortement recommandée par les citoyens enquêtés de Sikasso (57,9%).

Tableau 12 : Actions prioritaires du ministère chargé de la réconciliation

Les actions prioritaires du ministère chargé de la réconciliation		Homme		Femme		Total	
		n	%	n	%	n	%
Bamako	Organiser le dialogue et la réconciliation entre les populations des régions Nord	100	49,0%	80	39,2%	180	48,0%
	Organiser une conférence nationale sur les questions du Nord	48	23,5%	37	21,6%	85	22,7%
	Faire des propositions de révision des Accords passés	19	9,3%	12	7,0%	31	8,3%
	Identifier les victimes de toutes les exactions de la part des rebelles, Jihadistes et forces armées et de sécurité	29	14,2%	17	9,9%	46	12,3%
	Assurer l'indemnisation des victimes d'exactions de la rébellion et des Jihadistes	29	14,2%	17	9,9%	46	12,3%
	Assurer l'indemnisation des victimes d'exactions des forces armées et de sécurité	30	14,7%	14	8,2%	44	11,7%
	Organiser la réconciliation entre les militaires	30	14,7%	31	18,1%	61	16,3%
	Coordonner la mise en œuvre des projets de développement dans les régions Nord	36	17,6%	16	9,4%	52	13,9%
	Initier des projets de développement pour les régions Nord du Mali	36	17,6%	21	12,3%	57	15,2%
	Autre à préciser	37	18,1%	21	12,3%	58	15,5%
	Ne sait pas	11	5,4%	2	1,2%	13	3,5%
Kayes	Organiser le dialogue et la réconciliation entre les populations des régions Nord	151	83,9%	172	88,2%	323	86,1%

	Organiser une conférence nationale sur les questions du Nord	74	41,1%	94	48,2%	168	44,8%
	Faire des propositions de révision des Accords passés	30	16,7%	48	24,6%	78	20,8%
	Identifier les victimes de toutes les exactions de la part des rebelles, Jihadistes et forces armées et de sécurité	27	15,0%	26	13,3%	53	14,1%
	Assurer l'indemnisation des victimes d'exactions de la rébellion et des Jihadistes	35	19,4%	48	24,6%	83	22,1%
	Assurer l'indemnisation des victimes d'exactions des forces armées et de sécurité	31	17,2%	39	20,0%	70	18,7%
	Organiser la réconciliation entre les militaires	21	11,7%	23	11,8%	44	11,7%
	Coordonner la mise en œuvre des projets de développement dans les régions Nord	28	15,6%	40	20,5%	68	18,1%
	Initier des projets de développement pour les régions Nord du Mali	23	12,8%	21	10,8%	44	11,7%
	Autre à préciser	11	6,1%	9	4,6%	20	5,3%
	Ne sait pas	15	8,3%	15	7,7%	30	8,0%
Koulikoro	Organiser le dialogue et la réconciliation entre les populations des régions Nord	147	82,1%	178	90,8%	325	86,7%
	Organiser une conférence nationale sur les questions du Nord	112	62,6%	130	66,3%	242	64,5%
	Faire des propositions de révision des Accords passés	15	8,4%	20	10,2%	35	9,3%
	Identifier les victimes de toutes les exactions de la part des rebelles, Jihadistes et forces armées et de sécurité	7	3,9%	1	0,5%	8	2,1%
	Assurer l'indemnisation des victimes d'exactions de la rébellion et des Jihadistes	5	2,8%	3	1,5%	8	2,1%
	Assurer l'indemnisation des victimes d'exactions des forces armées et de sécurité	8	4,5%	3	1,5%	11	2,9%
	Organiser la réconciliation entre les militaires	34	19,0%	18	9,2%	52	13,9%

	Coordonner la mise en œuvre des projets de développement dans les régions Nord	30	16,8%	7	3,6%	37	9,9%
	Initier des projets de développement pour les régions Nord du Mali	18	10,1%	11	5,6%	29	7,7%
	Autre à préciser	0	0,0%	2	1,0%	2	0,5%
	Ne sait pas	19	10,6%	14	7,1%	33	8,8%
Sikasso	Organiser le dialogue et la réconciliation entre les populations des régions Nord	114	63,7%	112	58,2%	226	60,3%
	Organiser une conférence nationale sur les questions du Nord	108	60,3%	127	55,1%	235	62,7%
	Faire des propositions de révision des Accords passés	80	44,7%	79	40,8%	159	42,4%
	Identifier les victimes de toutes les exactions de la part des rebelles, Jihadistes et forces armées et de sécurité	103	57,5%	110	52,6%	213	56,8%
	Assurer l'indemnisation des victimes d'exactions de la rébellion et des Jihadistes	92	51,4%	105	46,9%	197	52,5%
	Assurer l'indemnisation des victimes d'exactions des forces armées et de sécurité	82	45,8%	94	41,8%	176	46,9%
	Organiser la réconciliation entre les militaires	102	57,0%	115	52,0%	217	57,9%
	Coordonner la mise en œuvre des projets de développement dans les régions Nord	68	38,0%	73	34,7%	141	37,6%
	Initier des projets de développement pour les régions Nord du Mali	60	33,5%	63	30,6%	123	32,8%
	Autre à préciser	24	13,4%	12	12,2%	36	9,6%
	Ne sait pas	20	11,2%	33	10,2%	53	14,1%
Ségou	Organiser le dialogue et la réconciliation entre les populations des régions Nord	137	76,1%	159	81,5%	296	78,9%
	Organiser une conférence nationale sur les questions du Nord	94	52,2%	104	53,3%	198	52,8%
	Faire des propositions de révision	20	11,1%	16	8,2%	36	9,6%

	des Accords passés						
	Identifier les victimes de toutes les exactions de la part des rebelles, Jihadistes et forces armées et de sécurité	18	10,0%	15	7,7%	33	8,8%
	Assurer l'indemnisation des victimes d'exactions de la rébellion et des Jihadistes	28	15,6%	16	8,2%	44	11,7%
	Assurer l'indemnisation des victimes d'exactions des forces armées et de sécurité	22	12,2%	16	8,2%	38	10,1%
	Organiser la réconciliation entre les militaires	45	25,0%	57	29,2%	102	27,2%
	Coordonner la mise en œuvre des projets de développement dans les régions Nord	17	9,4%	10	5,1%	27	7,2%
	Initier des projets de développement pour les régions Nord du Mali	26	14,4%	18	9,2%	44	11,7%
	Autre à préciser	14	7,8%	4	2,1%	18	4,8%
	Ne sait pas	12	6,7%	11	5,6%	23	6,1%
Mopti	Organiser le dialogue et la réconciliation entre les populations des régions Nord	164	86,3%	149	80,5%	313	83,5%
	Organiser une conférence nationale sur les questions du Nord	132	69,5%	136	73,5%	268	71,5%
	Faire des propositions de révision des Accords passés	40	21,1%	65	35,1%	105	28,0%
	Identifier les victimes de toutes les exactions de la part des rebelles, Jihadistes et forces armées et de sécurité	63	33,2%	69	37,3%	132	35,2%
	Assurer l'indemnisation des victimes d'exactions de la rébellion et des Jihadistes	55	28,9%	57	30,8%	112	29,9%
	Assurer l'indemnisation des victimes d'exactions des forces armées et de sécurité	68	35,8%	55	29,7%	123	32,8%
	Organiser la réconciliation entre les militaires	63	33,2%	55	29,7%	118	31,5%
	Coordonner la mise en œuvre des projets de développement dans les régions Nord	34	17,9%	36	19,5%	70	18,7%
	Initier des projets de développement pour les régions	34	17,9%	37	20,0%	71	18,9%

	Nord du Mali						
	Autre à préciser	1	0,5%	0	0,0%	1	0,3%
	Ne sait pas	5	2,6%	6	3,2%	11	2,9%
Tombouctou	Organiser le dialogue et la réconciliation entre les populations des régions Nord	145	82,4%	150	75,4%	295	78,7%
	Organiser une conférence nationale sur les questions du Nord	106	60,2%	122	61,3%	228	60,8%
	Faire des propositions de révision des Accords passés	35	19,9%	32	16,1%	67	17,9%
	Identifier les victimes de toutes les exactions de la part des rebelles, Jihadistes et forces armées et de sécurité	59	33,5%	63	31,7%	122	32,5%
	Assurer l'indemnisation des victimes d'exactions de la rébellion et des Jihadistes	81	46,0%	77	38,7%	158	42,1%
	Assurer l'indemnisation des victimes d'exactions des forces armées et de sécurité	61	34,7%	67	33,7%	128	34,1%
	Organiser la réconciliation entre les militaires	69	39,2%	67	33,7%	136	36,3%
	Coordonner la mise en œuvre des projets de développement dans les régions Nord	97	55,1%	94	47,2%	191	50,9%
	Initier des projets de développement pour les régions Nord du Mali	113	64,2%	118	59,3%	231	61,6%
	Autre à préciser	4	2,3%	2	1,0%	6	1,6%
	Ne sait pas	2	1,1%	3	1,5%	5	1,3%
Gao	Organiser le dialogue et la réconciliation entre les populations des régions Nord	172	77,5%	111	72,5%	283	75,5%
	Organiser une conférence nationale sur les questions du Nord	80	36,0%	61	39,9%	141	37,6%
	Faire des propositions de révision des Accords passés	35	15,8%	23	15,0%	58	15,5%
	Identifier les victimes de toutes les exactions de la part des rebelles, Jihadistes et forces armées et de sécurité	115	51,8%	76	49,7%	191	50,9%

	Assurer l'indemnisation des victimes d'exactions de la rébellion et des Jihadistes	112	50,5%	87	56,9%	199	53,1%
	Assurer l'indemnisation des victimes d'exactions des forces armées et de sécurité	96	43,2%	74	48,4%	170	45,3%
	Organiser la réconciliation entre les militaires	64	28,8%	47	30,7%	111	29,6%
	Coordonner la mise en œuvre des projets de développement dans les régions Nord	136	61,3%	93	60,8%	229	61,1%
	Initier des projets de développement pour les régions Nord du Mali	96	43,2%	62	40,5%	158	42,1%
	Autre à préciser	3	1,4%	3	2,0%	6	1,6%
Ensemble	Organiser le dialogue et la réconciliation entre les populations des régions Nord	1130	74,8%	1111	74,6%	2241	74,7%
	Organiser une conférence nationale sur les questions du Nord	754	49,9%	811	54,4%	1565	52,2%
	Faire des propositions de révision des Accords passés	274	18,1%	295	19,8%	569	19,0%
	Identifier les victimes de toutes les exactions de la part des rebelles, Jihadistes et forces armées et de sécurité	421	27,9%	377	25,3%	798	26,6%
	Assurer l'indemnisation des victimes d'exactions de la rébellion et des Jihadistes	437	28,9%	410	27,5%	847	28,2%
	Assurer l'indemnisation des victimes d'exactions des forces armées et de sécurité	398	26,4%	362	24,3%	760	25,3%
	Organiser la réconciliation entre les militaires	428	28,3%	413	27,7%	841	28,0%
	Coordonner la mise en œuvre des projets de développement dans les régions Nord	446	29,5%	369	24,8%	815	27,2%
	Initier des projets de développement pour les régions Nord du Mali	406	26,9%	351	23,6%	757	25,2%
	Autre à préciser	94	6,2%	53	3,6%	147	4,9%
	Ne sait pas	84	5,6%	84	5,6%	168	5,6%

2.3.3 Les actions prioritaires de la Commission de Dialogue et Réconciliation

Les actions prioritaires de la Commission de Dialogue et Réconciliation consistent essentiellement à faire des propositions au Gouvernement des mesures adéquates pour la réconciliation nationale (74,6%) et à proposer des cadres de dialogue entre les populations des régions Nord (54,8%). Plus de 30% (32,1%) des citoyens pensent que cette commission doit aussi aider à identifier les victimes de toutes les exactions, qu'elles soient de la part des rebelles, des Jihadistes et des forces armées de sécurité. La commission doit également proposer un cadre de réconciliation entre militaires.

Dans les régions également, les citoyens interrogés suggèrent que les actions prioritaires soient axées sur des propositions au Gouvernement des mesures pour la réconciliation nationale et des cadres de dialogue entre les populations des régions Nord.

Les citoyens des régions du nord et la région de Sikasso privilégient également l'identification des victimes de toutes les exactions de la part des rebelles, des Jihadistes et des forces armées et de sécurité et les propositions de compensation pour toutes les victimes. Plus de 70% (71,5%) des citoyens de Gao prônent la compensation pour toutes les victimes contre 60,5% à Sikasso, 39% à Tombouctou et 32,5% à Mopti. Plus de 60% des citoyens de Sikasso (66,7%) et de Gao (60,5%) estiment que la commission Dialogue et Réconciliation doit procéder à l'identification des victimes de toutes les exactions commises par les rebelles, les Jihadistes et les forces armées et de sécurité. Les citoyens de Mopti à 41% et ceux de Tombouctou à environ 34% pensent également à cette identification des victimes des exactions. Les propositions de cadres de réconciliation entre militaires sont citées comme actions prioritaires de la commission Dialogue et Réconciliation par les enquêtés des régions de Sikasso (64,5%), Gao (48,3%) et Tombouctou (42,9%). Les propositions de révision des accords passés sont signalées par 45,5% des citoyens de la région de Sikasso comme actions prioritaires.

Tableau 13 : Actions prioritaires de la Commission de Dialogue et Réconciliation

Les actions prioritaires de la commission de dialogue et réconciliation		Homme		Femme		Total	
		n	%	N	%	n	%
Bamako	Proposer au Gouvernement des mesures adéquates pour la réconciliation nationale	112	54,9%	99	57,9%	211	56,3%
	Proposer des cadres de dialogue entre les populations des régions Nord	52	25,5%	53	31,0%	105	28,0%
	Aider à identifier les victimes de toutes les exactions de la part des rebelles, des Jihadistes et des forces a	36	17,6%	25	14,6%	61	16,3%
	Proposer des solutions de compensation pour toutes les victimes	29	14,2%	19	11,1%	48	12,8%
	Faire des propositions de révision des Accords passés	26	12,7%	17	9,9%	43	11,5%

Les actions prioritaires de la commission de dialogue et réconciliation		Homme		Femme		Total	
		n	%	N	%	n	%
	Proposer un cadre de réconciliation entre militaires	40	19,6%	26	15,2%	66	17,6%
	Autre à préciser	56	27,5%	22	12,9%	78	20,8%
	Ne sait pas	13	6,4%	16	9,4%	29	7,7%
Kayes	Proposer au Gouvernement des mesures adéquates pour la réconciliation nationale	122	67,8%	147	75,4%	269	71,7%
	Proposer des cadres de dialogue entre les populations des régions Nord	39	21,7%	47	24,1%	86	22,9%
	Aider à identifier les victimes de toutes les exactions de la part des rebelles, des Jihadistes et des forces a	22	12,2%	24	12,3%	46	12,3%
	Proposer des solutions de compensation pour toutes les victimes	20	11,1%	37	19,0%	57	15,2%
	Faire des propositions de révision des Accords passés	32	17,8%	51	26,2%	83	22,1%
	Proposer un cadre de réconciliation entre militaires	8	4,4%	26	13,3%	34	9,1%
	Autre à préciser	11	6,1%	3	1,5%	14	3,7%
	Ne sait pas	41	22,8%	34	17,4%	75	20,0%
Koulikoro	Proposer au Gouvernement des mesures adéquates pour la réconciliation nationale	151	84,4%	162	82,7%	313	83,5%
	Proposer des cadres de dialogue entre les populations des régions Nord	103	57,5%	129	65,8%	232	61,9%
	Aider à identifier les victimes de toutes les exactions de la part des rebelles, des Jihadistes et des forces a	20	11,2%	3	1,5%	23	6,1%
	Proposer des solutions de compensation pour toutes les victimes	16	8,9%	1	0,5%	17	4,5%
	Faire des propositions de révision des Accords passés	31	17,3%	20	10,2%	51	13,6%
	Proposer un cadre de réconciliation entre militaires	28	15,6%	36	18,4%	64	17,1%
	Autre à préciser	4	2,2%	1	0,5%	5	1,3%
	Ne sait pas	7	3,9%	7	3,6%	14	3,7%

Les actions prioritaires de la commission de dialogue et réconciliation		Homme		Femme		Total	
		n	%	N	%	n	%
Sikasso	Proposer au Gouvernement des mesures adéquates pour la réconciliation nationale	145	81,0%	152	74,0%	297	79,2%
	Proposer des cadres de dialogue entre les populations des régions Nord	129	72,1%	143	65,8%	272	72,5%
	Aider à identifier les victimes de toutes les exactions de la part des rebelles, des Jihadistes et des forces a	117	65,4%	133	59,7%	250	66,7%
	Proposer des solutions de compensation pour toutes les victimes	106	59,2%	121	54,1%	227	60,5%
	Faire des propositions de révision des Accords passés	81	45,3%	89	41,3%	170	45,3%
	Proposer un cadre de réconciliation entre militaires	114	63,7%	128	58,2%	242	64,5%
	Autre à préciser	6	3,4%	3	3,1%	9	2,4%
	Ne sait pas	3	1,7%	4	1,5%	7	1,9%
Ségou	Proposer au Gouvernement des mesures adéquates pour la réconciliation nationale	136	75,6%	157	80,5%	293	78,1%
	Proposer des cadres de dialogue entre les populations des régions Nord	108	60,0%	108	55,4%	216	57,6%
	Aider à identifier les victimes de toutes les exactions de la part des rebelles, des Jihadistes et des forces a	41	22,8%	34	17,4%	75	20,0%
	Proposer des solutions de compensation pour toutes les victimes	37	20,6%	27	13,8%	64	17,1%
	Faire des propositions de révision des Accords passés	17	9,4%	17	8,7%	34	9,1%
	Proposer un cadre de réconciliation entre militaires	46	25,6%	59	30,3%	105	28,0%
	Autre à préciser	4	2,2%	2	1,0%	6	1,6%
	Ne sait pas	9	5,0%	6	3,1%	15	4,0%
Mopti	Proposer au Gouvernement des mesures adéquates pour la réconciliation nationale	144	75,8%	140	75,7%	284	75,7%

Les actions prioritaires de la commission de dialogue et réconciliation		Homme		Femme		Total	
		n	%	N	%	n	%
	Proposer des cadres de dialogue entre les populations des régions Nord	145	76,3%	140	75,7%	285	76,0%
	Aider à identifier les victimes de toutes les exactions de la part des rebelles, des Jihadistes et des forces a	79	41,6%	76	41,1%	155	41,3%
	Proposer des solutions de compensation pour toutes les victimes	69	36,3%	53	28,6%	122	32,5%
	Faire des propositions de révision des Accords passés	38	20,0%	29	15,7%	67	17,9%
	Proposer un cadre de réconciliation entre militaires	59	31,1%	52	28,1%	111	29,6%
	Autre à préciser	4	2,1%	6	3,2%	10	2,7%
	Ne sait pas	8	4,2%	17	9,2%	25	6,7%
Tombouctou	Proposer au Gouvernement des mesures adéquates pour la réconciliation nationale	137	77,8%	167	83,9%	304	81,1%
	Proposer des cadres de dialogue entre les populations des régions Nord	98	55,7%	109	54,8%	207	55,2%
	Aider à identifier les victimes de toutes les exactions de la part des rebelles, des Jihadistes et des forces a	62	35,2%	64	32,2%	126	33,6%
	Proposer des solutions de compensation pour toutes les victimes	72	40,9%	75	37,7%	147	39,2%
	Faire des propositions de révision des Accords passés	43	24,4%	38	19,1%	81	21,6%
	Proposer un cadre de réconciliation entre militaires	75	42,6%	86	43,2%	161	42,9%
	Autre à préciser	2	1,1%	1	0,5%	3	0,8%
Gao	Proposer au Gouvernement des mesures adéquates pour la réconciliation nationale	159	71,6%	109	71,2%	268	71,5%
	Proposer des cadres de dialogue entre les populations des régions Nord	147	66,2%	93	60,8%	240	64,0%
	Aider à identifier les victimes de toutes les exactions de la part	131	59,0%	96	62,7%	227	60,5%

Les actions prioritaires de la commission de dialogue et réconciliation		Homme		Femme		Total	
		n	%	N	%	n	%
	des rebelles, des Jihadistes et des forces a						
	Proposer des solutions de compensation pour toutes les victimes	152	68,5%	116	75,8%	268	71,5%
	Faire des propositions de révision des Accords passés	43	19,4%	25	16,3%	68	18,1%
	Proposer un cadre de réconciliation entre militaires	116	52,3%	65	42,5%	181	48,3%
	Autre à préciser	3	1,4%	0	0,0%	3	0,8%
Ensemble	.Proposer au Gouvernement des mesures adéquates pour la réconciliation nationale	1106	73,2%	1133	76,0%	2239	74,6%
	.Proposer des cadres de dialogue entre les populations des régions Nord	821	54,4%	822	55,2%	1643	54,8%
	Aider à identifier les victimes de toutes les exactions de la part des rebelles, des Jihadistes et des forces a	508	33,6%	455	30,5%	963	32,1%
	Proposer des solutions de compensation pour toutes les victimes	501	33,2%	449	30,1%	950	31,7%
	Faire des propositions de révision des Accords passés	311	20,6%	286	19,2%	597	19,9%
	Proposer un cadre de réconciliation entre militaires	486	32,2%	478	32,1%	964	32,1%
	.Autre à préciser	90	6,0%	38	2,6%	128	4,3%
	.Ne sait pas	81	5,4%	84	5,6%	165	5,5%

2.3.4 Rôle des rebelles dans le processus de dialogue et réconciliation nationale

Plus de la moitié (51,7%) des citoyens pensent que les rebelles doivent faciliter le désarmement et 37,5% disent qu'ils n'ont aucun rôle à y jouer. Pour plus du quart (25,2%), les rebelles pourraient aider au désarmement des groupes et individus marginaux.

Le rôle des rebelles est différemment défini selon les régions. Pour plus des deux tiers (66,4%) des citoyens de la région de Tombouctou et plus de la moitié (53,3%) de ceux de la région de Sikasso, les rebelles n'ont aucun rôle à jouer dans le processus de dialogue et de réconciliation. Près de la moitié (48,8%) des habitants de Bamako déclarent aussi que les rebelles n'ont pas de rôle à jouer dans ledit processus. Les citoyens de Gao (76,3%), de Ségou (64,8%), de Mopti (65,1%) et de Kayes (58,1%) estiment que les rebelles doivent faciliter leur désarmement.

Tableau 14 : Rôle des rebelles dans le processus de dialogue et réconciliation nationale

Rôle des rebelles dans le processus de dialogue et réconciliation nationale		Homme		Femme		Total	
		n	%	n	%	n	%
Bamako	Aucun	90	44,1%	93	54,4%	183	48,8%
	Faciliter leur désarmement	60	29,4%	49	28,7%	109	29,1%
	Aider au désarmement des groupes et individus marginaux	21	10,3%	13	7,6%	34	9,1%
	Faciliter les activités de la Commission dans ses missions de Dialogue et de réconciliation dans les régions Nord e	26	12,7%	17	9,9%	43	11,5%
	Contribuer à faire des propositions d'intégration socio-économique des combattants	4	2,0%	7	4,1%	11	2,9%
	Contribuer à faire des propositions de développement socio-économique des régions du Nord	16	7,8%	7	4,1%	23	6,1%
	Contribuer à faire des propositions de sécurisation des régions du Nord	14	6,9%	10	5,8%	24	6,4%
	Autre à préciser	3	1,5%	2	1,2%	5	1,3%
	Ne sait pas	22	10,8%	12	7,0%	34	9,1%
Kayes	Aucun	47	26,1%	72	36,9%	119	31,7%
	Faciliter leur désarmement	115	63,9%	103	52,8%	218	58,1%
	Aider au désarmement des groupes et individus marginaux	47	26,1%	61	31,3%	108	28,8%
	Faciliter les activités de la Commission dans ses missions de Dialogue et de réconciliation dans les régions Nord e	12	6,7%	7	3,6%	19	5,1%
	Contribuer à faire des propositions d'intégration socio-économique des combattants	21	11,7%	9	4,6%	30	8,0%
	Contribuer à faire des propositions de développement socio-économique des régions du Nord	29	16,1%	34	17,4%	63	16,8%
	Contribuer à faire des propositions de sécurisation des régions du Nord	4	2,2%	4	2,1%	8	2,1%
	Autre à préciser	21	11,7%	9	4,6%	30	8,0%
Koulikoro	Aucun	60	33,5%	60	30,6%	120	32,0%
	Faciliter leur désarmement	98	54,7%	110	56,1%	208	55,5%

Rôle des rebelles dans le processus de dialogue et réconciliation nationale		Homme		Femme		Total	
		n	%	n	%	n	%
	Aider au désarmement des groupes et individus marginaux	38	21,2%	19	9,7%	57	15,2%
	Faciliter les activités de la Commission dans ses missions de Dialogue et de réconciliation dans les régions Nord e	20	11,2%	8	4,1%	28	7,5%
	Contribuer à faire des propositions d'intégration socio-économique des combattants	6	3,4%	0	0,0%	6	1,6%
	Contribuer à faire des propositions de développement socio-économique des régions du Nord	22	12,3%	25	12,8%	47	12,5%
	Contribuer à faire des propositions de sécurisation des régions du Nord	25	14,0%	16	8,2%	41	10,9%
	Autre à préciser	5	2,8%	0	0,0%	5	1,3%
Sikasso	Aucun	85	47,5%	115	43,4%	200	53,3%
	Faciliter leur désarmement	80	44,7%	72	40,8%	152	40,5%
	Aider au désarmement des groupes et individus marginaux	60	33,5%	57	30,6%	117	31,2%
	Faciliter les activités de la Commission dans ses missions de Dialogue et de réconciliation dans les régions Nord e	53	29,6%	50	27,0%	103	27,5%
	Contribuer à faire des propositions d'intégration socio-économique des combattants	32	17,9%	29	16,3%	61	16,3%
	Contribuer à faire des propositions de développement socio-économique des régions du Nord	42	23,5%	30	21,4%	72	19,2%
	Contribuer à faire des propositions de sécurisation des régions du Nord	37	20,7%	26	18,9%	63	16,8%
	Autre à préciser	13	7,3%	1	6,6%	14	3,7%
	Ne sait pas	2	1,1%	1	1,0%	3	0,8%
Ségou	Aucun	47	26,1%	55	28,2%	102	27,2%
	Faciliter leur désarmement	116	64,4%	127	65,1%	243	64,8%
	Aider au désarmement des groupes et individus marginaux	83	46,1%	87	44,6%	170	45,3%
	Faciliter les activités de la Commission dans ses missions de Dialogue et de réconciliation dans les régions Nord e	57	31,7%	44	22,6%	101	26,9%
	Contribuer à faire des propositions d'intégration socio-économique des combattants	36	20,0%	20	10,3%	56	14,9%
	Contribuer à faire des propositions de développement socio-économique des régions du Nord	32	17,8%	20	10,3%	52	13,9%

Rôle des rebelles dans le processus de dialogue et réconciliation nationale		Homme		Femme		Total	
		n	%	n	%	n	%
Mopti	Contribuer à faire des propositions de sécurisation des régions du Nord	35	19,4%	40	20,5%	75	20,0%
	Autre à préciser	14	7,8%	15	7,7%	29	7,7%
	Ne sait pas	1	0,6%	0	0,0%	1	0,3%
	Aucun	63	33,2%	44	23,8%	107	28,5%
	Faciliter leur désarmement	117	61,6%	127	68,6%	244	65,1%
	Aider au désarmement des groupes et individus marginaux	50	26,3%	58	31,4%	108	28,8%
	Faciliter les activités de la Commission dans ses missions de Dialogue et de réconciliation dans les régions Nord e	27	14,2%	27	14,6%	54	14,4%
	Contribuer à faire des propositions d'intégration socio-économique des combattants	41	21,6%	31	16,8%	72	19,2%
	Contribuer à faire des propositions de développement socio-économique des régions du Nord	18	9,5%	13	7,0%	31	8,3%
	Contribuer à faire des propositions de sécurisation des régions du Nord	14	7,4%	15	8,1%	29	7,7%
Tombouctou	Autre à préciser	6	3,2%	7	3,8%	13	3,5%
	Ne sait pas	1	0,5%	0	0,0%	1	0,3%
	Aucun	107	60,8%	142	71,4%	249	66,4%
	Faciliter leur désarmement	49	27,8%	43	21,6%	92	24,5%
	Aider au désarmement des groupes et individus marginaux	26	14,8%	27	13,6%	53	14,1%
	Faciliter les activités de la Commission dans ses missions de Dialogue et de réconciliation dans les régions Nord e	18	10,2%	13	6,5%	31	8,3%
	Contribuer à faire des propositions d'intégration socio-économique des combattants	10	5,7%	5	2,5%	15	4,0%
	Contribuer à faire des propositions de développement socio-économique des régions du Nord	23	13,1%	13	6,5%	36	9,6%
	Contribuer à faire des propositions de sécurisation des régions du Nord	25	14,2%	17	8,5%	42	11,2%
	Ne sait pas	1	0,6%	0	0,0%	1	0,3%
Gao	Aucun	25	11,3%	21	13,7%	46	12,3%
	Faciliter leur désarmement	167	75,2%	119	77,8%	286	76,3%
	Aider au désarmement des groupes et individus marginaux	71	32,0%	39	25,5%	110	29,3%
	Faciliter les activités de la Commission dans ses missions de Dialogue et de réconciliation dans les régions Nord e	43	19,4%	30	19,6%	73	19,5%

Rôle des rebelles dans le processus de dialogue et réconciliation nationale		Homme		Femme		Total	
		n	%	n	%	n	%
	Contribuer à faire des propositions d'intégration socio-économique des combattants	17	7,7%	12	7,8%	29	7,7%
	Contribuer à faire des propositions de développement socio-économique des régions du Nord	72	32,4%	39	25,5%	111	29,6%
	Contribuer à faire des propositions de sécurisation des régions du Nord	19	8,6%	14	9,2%	33	8,8%
	Ne sait pas	3	1,4%	1	0,7%	4	1,1%
Ensemble	Aucun	524	34,7%	602	40,4%	1126	37,5%
	Faciliter leur désarmement	802	53,1%	750	50,3%	1552	51,7%
	Aider au désarmement des groupes et individus marginaux	396	26,2%	361	24,2%	757	25,2%
	Faciliter les activités de la Commission dans ses missions de Dialogue et de réconciliation dans les régions Nord e	256	17,0%	196	13,2%	452	15,1%
	Contribuer à faire des propositions d'intégration socio-économique des combattants	167	11,1%	113	7,6%	280	9,3%
	Contribuer à faire des propositions de développement socio-économique des régions du Nord	254	16,8%	181	12,1%	435	14,5%
	Contribuer à faire des propositions de sécurisation des régions du Nord	173	11,5%	142	9,5%	315	10,5%
	Autre à préciser	62	4,1%	34	2,3%	96	3,2%
	Ne sait pas	30	2,0%	14	0,9%	44	1,5%

2.3.5 Rôle des anciens putschistes dans le processus de dialogue et réconciliation nationale

Les anciens putschistes pourraient faciliter les activités de la Commission dans sa mission de Dialogue et réconciliation entre militaires de l'avis de plus de 40% (40,8%) des citoyens interrogés. Pour plus de 37%, les anciens putschistes n'ont aucun rôle à jouer dans le processus de dialogue et réconciliation nationale. Cependant, ils pourraient servir de personnes ressource pour la Commission (21,2%) ou pour le Ministre chargé de la réconciliation (22,4%).

Pour plus de la moitié des citoyens de Tombouctou (53,6%) et de Gao (51,2%), les anciens putschistes n'ont pas de rôle à jouer dans le processus de dialogue et de réconciliation nationale. Les citoyens du District de Bamako (45,6%), de Sikasso (38,9%) et de Mopti (36,8%) sont également de cet avis. Les putschistes pourraient néanmoins faciliter les activités de la Commission dans sa mission de Dialogue et de réconciliation entre militaires selon plus de la moitié (52,5%) des citoyens de la région de Sikasso, 47% de ceux de Kayes, 49% pour Koulikoro et 34% pour Ségou.

Tableau 15 : Rôle des anciens putschistes dans le processus de dialogue et réconciliation nationale

Rôle des anciens putschistes dans le processus de dialogue et réconciliation nationale		Homme		Femme		Total	
		n	%	n	%	n	%
Bamako	Aucun	91	44,6%	80	46,8%	171	45,6%
	Personne- ressource pour la Commission	21	10,3%	12	7,0%	33	8,8%
	Personne-ressources pour le Ministre chargé de la réconciliation	7	3,4%	17	9,9%	24	6,4%
	Faciliter les activités de la Commission dans sa mission de Dialogue et de réconciliation entre militaires		34,8%		30,4%		32,8%
		71		52		123	
	Autre à préciser	2	1,0%	0	0,0%	2	0,5%
	Ne sait pas	9	4,4%	7	4,1%	16	4,3%
Kayes	Aucun	38	21,1%	38	19,5%	76	20,3%
	Personne- ressource pour la Commission	32	17,8%	28	14,4%	60	16,0%
	Personne-ressources pour le Ministre chargé de la réconciliation	72	40,0%	79	40,5%	151	40,3%
	Faciliter les activités de la Commission dans sa mission de Dialogue et de réconciliation entre militaires		45,6%		48,7%		47,2%
		82		95		177	
	Autre à préciser	23	12,8%	5	2,6%	28	7,5%
	Ne sait pas	21	11,7%	31	15,9%	52	13,9%
Koulikoro	Aucun	49	27,4%	54	27,6%	103	27,5%
	Personne- ressource pour la Commission	31	17,3%	45	23,0%	76	20,3%
	Personne-ressources pour le Ministre chargé de la réconciliation	19	10,6%	23	11,7%	42	11,2%
	Faciliter les activités de la Commission dans sa mission de Dialogue et de réconciliation entre militaires		53,6%		44,9%		49,1%
		96		88		184	
	Autre à préciser	3	1,7%	1	0,5%	4	1,1%
	Ne sait pas	6	3,4%	26	13,3%	32	8,5%
Sikasso	Aucun	74	41,3%	72	37,8%	146	38,9%
	Personne- ressource pour la Commission	69	38,5%	94	35,2%	163	43,5%
	Personne-ressources pour le Ministre chargé de la réconciliation	67	37,4%	89	34,2%	156	41,6%
	Faciliter les activités de la Commission dans sa mission de Dialogue et de réconciliation entre		48,6%		44,4%		52,5%
		87		110		197	

Rôle des anciens putschistes dans le processus de dialogue et réconciliation nationale		Homme		Femme		Total	
		n	%	n	%	n	%
	militaires						
	Autre à préciser	17	9,5%	18	8,7%	35	9,3%
	Ne sait pas	2	1,1%	2	1,0%	4	1,1%
Ségou	Aucun	54	30,0%	44	22,6%	98	26,1%
	Personne-ressource pour la Commission	66	36,7%	63	32,3%	129	34,4%
	Personne-ressources pour le Ministre chargé de la réconciliation	62	34,4%	59	30,3%	121	32,3%
	Faciliter les activités de la Commission dans sa mission de Dialogue et de réconciliation entre militaires		36,1%		40,0%		38,1%
		65		78		143	
	Autre à préciser	4	2,2%	4	2,1%	8	2,1%
	Ne sait pas	3	1,7%	6	3,1%	9	2,4%
Mopti	Aucun	60	31,6%	78	42,2%	138	36,8%
	Personne-ressource pour la Commission	28	14,7%	27	14,6%	55	14,7%
	Personne-ressources pour le Ministre chargé de la réconciliation	62	32,6%	44	23,8%	106	28,3%
	Faciliter les activités de la Commission dans sa mission de Dialogue et de réconciliation entre militaires		41,6%		33,0%		37,3%
		79		61		140	
	Autre à préciser	6	3,2%	1	0,5%	7	1,9%
	Ne sait pas	3	1,6%	1	0,5%	4	1,1%
Tombouctou	Aucun	86	48,9%	115	57,8%	201	53,6%
	Personne-ressource pour la Commission	18	10,2%	16	8,0%	34	9,1%
	Personne-ressources pour le Ministre chargé de la réconciliation	22	12,5%	20	10,1%	42	11,2%
	Faciliter les activités de la Commission dans sa mission de Dialogue et de réconciliation entre militaires		40,9%		35,2%		37,9%
		72		70		142	
	Autre à préciser	1	0,6%	0	0,0%	1	0,3%
	Ne sait pas	1	0,6%	1	0,5%	2	0,5%
Gao	Aucun	114	51,4%	78	51,0%	192	51,2%
	Personne-ressource pour la Commission	57	25,7%	29	19,0%	86	22,9%
	Personne-ressources pour le Ministre chargé de la réconciliation	16	7,2%	14	9,2%	30	8,0%

Rôle des anciens putschistes dans le processus de dialogue et réconciliation nationale		Homme		Femme		Total	
		n	%	n	%	n	%
	Faciliter les activités de la Commission dans sa mission de Dialogue et de réconciliation entre militaires	72	32,4%	47	30,7%	119	31,7%
	Autre à préciser	4	1,8%	6	3,9%	10	2,7%
	Ne sait pas	1	0,5%	1	0,7%	2	0,5%
Ensemble	Aucun	566	37,5%	559	37,5%	1125	37,5%
	Personne-ressource pour la Commission	322	21,3%	314	21,1%	636	21,2%
	Personne-ressources pour le Ministre chargé de la réconciliation	327	21,7%	345	23,2%	672	22,4%
	Faciliter les activités de la Commission dans sa mission de Dialogue et de réconciliation entre militaires	624	41,3%	601	40,3%	1225	40,8%
	Autre à préciser	60	4,0%	35	2,3%	95	3,2%
	Ne sait pas	46	3,0%	75	5,0%	121	4,0%

2.3.6 Rôle des religieux dans le processus de dialogue et réconciliation nationale

Contrairement aux rebelles et aux anciens putschistes, les citoyens enquêtés estiment que les religieux ont un grand rôle à jouer dans le processus de dialogue et réconciliation nationale. Pour plus des trois quart (75,7%) des citoyens, les religieux pourraient faciliter le déroulement des activités de la commission dans sa mission Dialogue et réconciliation. Pour la moitié (49,5%) des citoyens, ils pourraient également constituer des personne-ressources pour la Commission. Le rôle que devraient jouer les religieux varie peu d'une région à une autre. La facilitation des activités de la commission est plus prononcée dans les régions de Gao (89,1%), Tombouctou (85,3%), Sikasso (81,1%) et Mopti (81,1%). Les religieux peuvent également servir de personne-ressource pour la Commission, de l'avis des citoyens des régions de Gao (77,1%), Sikasso (74,7%), Mopti (57,1%), Ségou (51,2%), Koulikoro (51,2%) et Tombouctou (42,1%).

Tableau 16 : Rôle des religieux dans le processus de dialogue et réconciliation nationale

Rôle des religieux dans le processus de dialogue et réconciliation nationale		Homme		Femme		Total	
		n	%	n	%	n	%

Rôle des religieux dans le processus de dialogue et réconciliation nationale		Homme		Femme		Total	
		n	%	n	%	n	%
Bamako	Aucun	16	7,8%	9	5,3%	25	6,7%
	Personne- ressource pour la Commission	53	26,0%	32	18,7%	85	22,7%
	Faciliter les activités de la Commission dans sa mission de Dialogue et de réconciliation	114	55,9%	121	70,8%	235	62,7%
	Autre à préciser	8	3,9%	6	3,5%	14	3,7%
	Ne sait pas	10	4,9%	4	2,3%	14	3,7%
Kayes	Aucun	17	9,4%	9	4,6%	26	6,9%
	Personne- ressource pour la Commission	43	23,9%	31	15,9%	74	19,7%
	Faciliter les activités de la Commission dans sa mission de Dialogue et de réconciliation	119	66,1%	144	73,8%	263	70,1%
	Autre à préciser	63	35,0%	52	26,7%	115	30,7%
	Ne sait pas	10	5,6%	13	6,7%	23	6,1%
Koulikoro	Aucun	12	6,7%	8	4,1%	20	5,3%
	Personne- ressource pour la Commission	74	41,3%	118	60,2%	192	51,2%
	Faciliter les activités de la Commission dans sa mission de Dialogue et de réconciliation	123	68,7%	120	61,2%	243	64,8%
	Autre à préciser	3	1,7%	0	0,0%	3	0,8%
	Ne sait pas	2	1,1%	2	1,0%	4	1,1%
Sikasso	Aucun	17	9,5%	12	8,7%	29	7,7%
	Personne- ressource pour la Commission	129	72,1%	151	65,8%	280	74,7%
	Faciliter les activités de la Commission dans sa mission de Dialogue et de réconciliation	141	78,8%	163	71,9%	304	81,1%
	Autre à préciser	8	4,5%	3	4,1%	11	2,9%
	Ne sait pas	1	0,6%	0	0,5%	1	0,3%
Ségou	Aucun	14	7,8%	17	8,7%	31	8,3%
	Personne- ressource pour la Commission	93	51,7%	99	50,8%	192	51,2%
	Faciliter les activités de la Commission dans sa mission de Dialogue et de réconciliation	136	75,6%	133	68,2%	269	71,7%
	Autre à préciser	4	2,2%	0	0,0%	4	1,1%
Mopti	Aucun	9	4,7%	12	6,5%	21	5,6%
	Personne- ressource pour la Commission	121	63,7%	93	50,3%	214	57,1%
	Faciliter les activités de la Commission dans sa mission de	158	83,2%	146	78,9%	304	81,1%

Rôle des religieux dans le processus de dialogue et réconciliation nationale		Homme		Femme		Total	
		n	%	n	%	n	%
	Dialogue et de réconciliation						
	Autre à préciser	3	1,6%	12	6,5%	15	4,0%
	Ne sait pas	0	0,0%	1	0,5%	1	0,3%
Tombouctou	Aucun	11	6,3%	5	2,5%	16	4,3%
	Personne- ressource pour la Commission	77	43,8%	81	40,7%	158	42,1%
	Faciliter les activités de la Commission dans sa mission de Dialogue et de réconciliation	144	81,8%	176	88,4%	320	85,3%
	Autre à préciser	0	0,0%	4	2,0%	4	1,1%
Gao	Aucun	9	4,1%	3	2,0%	12	3,2%
	Personne- ressource pour la Commission	179	80,6%	110	71,9%	289	77,1%
	Faciliter les activités de la Commission dans sa mission de Dialogue et de réconciliation	192	86,5%	142	92,8%	334	89,1%
	Autre à préciser	4	1,8%	3	2,0%	7	1,9%
Ensemble	Aucun	105	7,0%	75	5,0%	180	6,0%
	Personne- ressource pour la Commission	769	50,9%	715	48,0%	1484	49,5%
	Faciliter les activités de la Commission dans sa mission de Dialogue et de réconciliation	1127	74,6%	1145	76,8%	2272	75,7%
	Autre à préciser	93	6,2%	80	5,4%	173	5,8%
	Ne sait pas	23	1,5%	20	1,3%	43	1,4%

2.3.7 Rôle des médias dans le processus de dialogue et réconciliation nationale

Plus de 70% des citoyens interrogés pensent que les médias doivent informer et sensibiliser les citoyens sur les missions et les activités de la commission, sensibiliser les citoyens sur les enjeux du dialogue et de la réconciliation nationale (70,0%) ou servir de personne-ressource pour la commission (21,6%).

Les citoyens des régions et du District de Bamako ont mis également en priorité comme rôle assigné aux médias, les activités d'information et de sensibilisation sur les activités de la commission et des enjeux du dialogue et de la réconciliation nationale.

Tableau 17 : Rôle des medias dans le processus de dialogue et réconciliation nationale

Rôle des medias dans le processus de dialogue et réconciliation nationale		Homme		Femme		Total	
		n	%	n	%	n	%
Bamako	Informer et sensibiliser les citoyens sur les missions et les activités de la Commission	106	52,0%	92	53,8%	198	52,8%
	Sensibiliser les citoyens sur les enjeux du dialogue et de la réconciliation nationale	103	50,5%	83	48,5%	186	49,6%
	Servir de personne-ressource pour la commission	19	9,3%	17	9,9%	36	9,6%
	Autre à préciser	9	4,4%	5	2,9%	14	3,7%
	Ne sait pas	9	4,4%	1	0,6%	10	2,7%
Kayes	Informer et sensibiliser les citoyens sur les missions et les activités de la Commission	83	46,1%	95	48,7%	178	47,5%
	Sensibiliser les citoyens sur les enjeux du dialogue et de la réconciliation nationale	115	63,9%	128	65,6%	243	64,8%
	Servir de personne-ressource pour la commission	3	1,7%	5	2,6%	8	2,1%
	Autre à préciser	51	28,3%	31	15,9%	82	21,9%
	Ne sait pas	7	3,9%	9	4,6%	16	4,3%
Koulikoro	Informer et sensibiliser les citoyens sur les missions et les activités de la Commission	133	74,3%	135	68,9%	268	71,5%
	Sensibiliser les citoyens sur les enjeux du dialogue et de la réconciliation nationale	138	77,1%	141	71,9%	279	74,4%
	Servir de personne-ressource pour la commission	4	2,2%	1	0,5%	5	1,3%
	Autre à préciser	3	1,7%	0	0,0%	3	0,8%
	Ne sait pas	1	0,6%	1	0,5%	2	0,5%
Sikasso	Informer et sensibiliser les citoyens sur les missions et les activités de la Commission	171	95,5%	181	87,2%	352	93,9%
	Sensibiliser les citoyens sur les enjeux du dialogue et de la réconciliation nationale	150	83,8%	171	76,5%	321	85,6%
	Servir de personne-ressource pour la commission	74	41,3%	88	37,8%	162	43,2%
	Autre à préciser	13	7,3%	10	6,6%	23	6,1%
	Ne sait pas	0	0,0%	1	0,0%	1	0,3%
Ségou	Informer et sensibiliser les citoyens sur les missions et les activités de la Commission	153	85,0%	171	87,7%	324	86,4%
	Sensibiliser les citoyens sur les enjeux du dialogue et de la réconciliation nationale	117	65,0%	104	53,3%	221	58,9%
	Servir de personne-ressource pour la commission	21	11,7%	12	6,2%	33	8,8%
	Autre à préciser	17	9,4%	12	6,2%	29	7,7%

Mopti	Informier et sensibiliser les citoyens sur les missions et les activités de la Commission	116	61,1%	90	48,6%	206	54,9%
	Sensibiliser les citoyens sur les enjeux du dialogue et de la réconciliation nationale	180	94,7%	163	88,1%	343	91,5%
	Servir de personne-ressource pour la commission	74	38,9%	59	31,9%	133	35,5%
	Autre à préciser	4	2,1%	4	2,2%	8	2,1%
	Ne sait pas	1	0,5%	2	1,1%	3	0,8%
Tombouctou	Informier et sensibiliser les citoyens sur les missions et les activités de la Commission	150	85,2%	154	77,4%	304	81,1%
	Sensibiliser les citoyens sur les enjeux du dialogue et de la réconciliation nationale	115	65,3%	127	63,8%	242	64,5%
	Servir de personne-ressource pour la commission	46	26,1%	46	23,1%	92	24,5%
	Autre à préciser	1	0,6%	1	0,5%	2	0,5%
Gao	Informier et sensibiliser les citoyens sur les missions et les activités de la Commission	189	85,1%	113	73,9%	302	80,5%
	Sensibiliser les citoyens sur les enjeux du dialogue et de la réconciliation nationale	159	71,6%	107	69,9%	266	70,9%
	Servir de personne-ressource pour la commission	102	45,9%	76	49,7%	178	47,5%
	Ne sait pas	1	0,5%	0	0,0%	1	0,3%
Ensemble	Informier et sensibiliser les citoyens sur les missions et les activités de la Commission	1101	72,9%	1031	69,2%	2132	71,1%
	Sensibiliser les citoyens sur les enjeux du dialogue et de la réconciliation nationale	1077	71,3%	1024	68,7%	2101	70,0%
	Servir de personne-ressource pour la commission	343	22,7%	304	20,4%	647	21,6%
	Autre à préciser	98	6,5%	63	4,2%	161	5,4%
	Ne sait pas	19	1,3%	14	0,9%	33	1,1%

2.4. Sécurisation des régions du Nord

2.4.1 Dispositif militaire actuel suffisant pour la sécurité du Nord

La grande majorité des citoyens (79%), indépendamment du sexe, affirment que le dispositif actuel composé, en matière de défense, des armées maliennes, de la MINUSMA et de la force Serval est suffisant pour sécuriser les régions Nord. Les citoyens de la région de Mopti sont les plus nombreux à exprimer leur satisfaction du dispositif actuel. 90% des citoyens dont 93% de femmes et 86% des hommes estiment que le dispositif est approprié et suffisant pour sécuriser les régions Nord.

Plus de 80% des citoyens des régions de Kayes, Koulikoro, Ségou et Gao confirment cette tendance. Les citoyens du District de Bamako sont les moins nombreux (67,2%) à penser que le dispositif militaire actuellement en place est suffisant pour assurer une sécurité des régions Nord.

Figure 5 : Opinion de l'ensemble des zones enquêtées sur la suffisance du dispositif militaire pour la sécurité du Nord

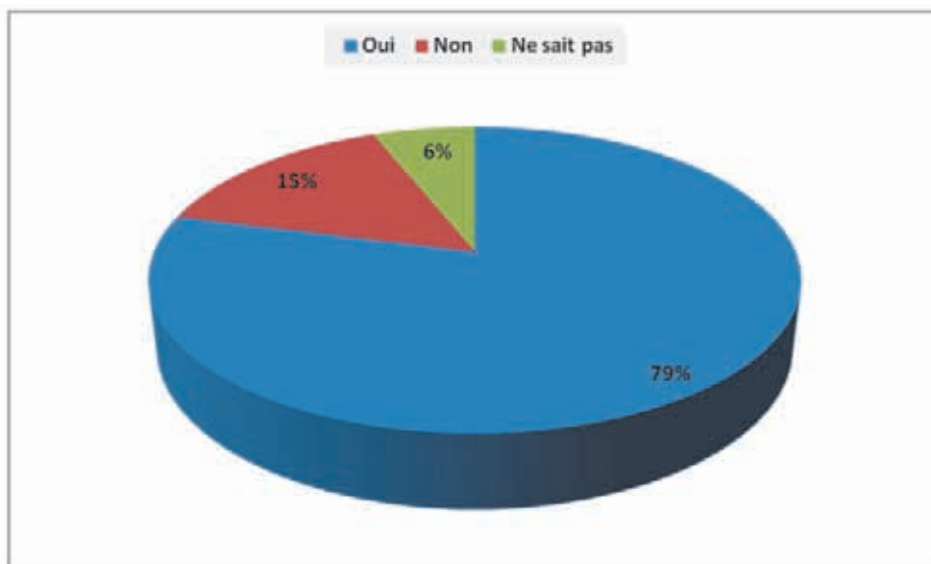


Tableau 18 : Dispositif militaire actuel suffisant pour la sécurité du Nord

Dispositif militaire actuel et sécurité du Nord		Homme		Femme		Total	
		n	%	n	%	n	%
Bamako	Oui	150	73,5%	102	59,6%	252	67,2%
	Non	39	19,1%	31	18,1%	70	18,7%
	Ne sait pas	15	7,4%	38	22,2%	53	14,1%
	Total	204	100,0%	171	100,0%	375	100,0%
Kayes	Oui	158	87,8%	153	78,5%	311	82,9%
	Non	11	6,1%	18	9,2%	29	7,7%
	Ne sait pas	11	6,1%	24	12,3%	35	9,3%
	Total	180	100,0%	195	100,0%	375	100,0%
Koulikoro	Oui	146	81,6%	160	81,6%	306	81,6%
	Non	30	16,8%	26	13,3%	56	14,9%
	Ne sait pas	3	1,7%	10	5,1%	13	3,5%
	Total	179	100,0%	196	100,0%	375	100,0%
Sikasso	Oui	133	74,3%	142	72,4%	275	73,3%
	Non	35	19,6%	48	24,5%	83	22,1%
	Ne sait pas	11	6,1%	6	3,1%	17	4,5%
	Total	179	100,0%	196	100,0%	375	100,0%
Ségou	Oui	147	81,7%	153	78,5%	300	80,0%
	Non	24	13,3%	36	18,5%	60	16,0%
	Ne sait pas	9	5,0%	6	3,1%	15	4,0%
	Total	180	100,0%	195	100,0%	375	100,0%
Mopti	Oui	164	86,3%	172	93,0%	336	89,6%
	Non	15	7,9%	5	2,7%	20	5,3%
	Ne sait pas	11	5,8%	8	4,3%	19	5,1%
	Total	190	100,0%	185	100,0%	375	100,0%
Tombouctou	Oui	121	68,8%	152	76,4%	273	72,8%
	Non	44	25,0%	38	19,1%	82	21,9%
	Ne sait pas	11	6,3%	9	4,5%	20	5,3%
	Total	176	100,0%	199	100,0%	375	100,0%
Gao	Oui	182	82,0%	134	87,6%	316	84,3%
	Non	34	15,3%	15	9,8%	49	13,1%
	Ne sait pas	6	2,7%	4	2,6%	10	2,7%
	Total	222	100,0%	153	100,0%	375	100,0%
Ensemble	Oui	1201	79,5%	1168	78,4%	2369	79,0%

Non	232	15,4%	217	14,6%	449	15,0%
Ne sait pas	77	5,1%	105	7,0%	182	6,1%
Total	1510	100,0%	1490	100,0%	3000	100,0%

2.4.2 Durée de présence des forces de la MINUSMA et de Serval au Mali

Dans l'ensemble, moins du tiers (31%) des citoyens enquêtés pensent que la MINUSMA et Serval peuvent rester au Mali tant que les forces armées et de sécurité ne seront pas en mesure de défendre l'intégrité territoriale nationale. Cette proportion est plus élevée dans les régions du Nord : 41% pour Gao contre 32% à Tombouctou et Mopti. Par ailleurs, les citoyens enquêtés ne sont que 27% à approuver la présence de la MINUSMA et de Serval en relation avec la menace jihadiste.

L'appréciation de la durée de la présence des forces étrangères dans le pays varie selon les régions. Les citoyens de Tombouctou estiment que les forces étrangères doivent rester au Mali tant que la menace des Jihadistes persiste (36,5%) ou que les forces armées et de sécurité ne seront pas en mesure de défendre l'intégrité du territoire nationale (31,7%). Ils sont 49,3% à Sikasso contre 41,1% à Gao, 38,9% à Kayes, 32,3% à Mopti et 31,7% à Tombouctou à partager ce dernier avis. Koulikoro est la région où le maintien des troupes en lien avec la menace terroriste est le plus élevé, soit 45,6%. Elle est suivie de Tombouctou avec 36,5% contre 26% à Mopti et Ségou avec 25,3%.

Le District de Bamako se démarque des autres zones d'enquête. Le quart (25,1%) des citoyens souhaite que la présence des forces étrangères soit au plus d'une année, contre 18% pour la durée comprise entre 2 et 3 ans.

Tableau 19 : Durée de présence des forces de la MINUSMA et de Serval au Mali

Durée de présence des forces de la MINUSMA et de Serval au Mali		Homme		Femme		Total	
		n	%	n	%	n	%
Bamako	Une année au plus	53	26,0%	41	24,0%	94	25,1%
	Entre 2 et 3 années	39	19,1%	28	16,4%	67	17,9%
	Tant qu'il y aura la menace des Jihadistes au Nord	26	12,7%	34	19,9%	60	16,0%
	Tant que nos forces armées et de sécurité ne seront pas en mesure de défendre l'intégrité territoriale nationale	46	22,5%	25	14,6%	71	18,9%
	Aussitôt près l'organisation de toutes les élections (législatives et municipales)	16	7,8%	19	11,1%	35	9,3%
	Autre	14	6,9%	11	6,4%	25	6,7%
	Ne sait pas	10	4,9%	13	7,6%	23	6,1%
	Total	204	100,0%	171	100,0%	375	100,0%
Kayes	Une année au plus	30	16,7%	24	12,3%	54	14,4%
	Entre 2 et 3 années	19	10,6%	11	5,6%	30	8,0%

	Tant qu'il y aura la menace des Jihadistes au Nord	33	18,3%	50	25,6%	83	22,1%
	Tant que nos forces armées et de sécurité ne seront pas en mesure de défendre l'intégrité territoriale nationale	67	37,2%	79	40,5%	146	38,9%
	Aussitôt près l'organisation de toutes les élections (législatives et municipales)	11	6,1%	13	6,7%	24	6,4%
	Autre	14	7,8%	4	2,1%	18	4,8%
	Ne sait pas	6	3,3%	14	7,2%	20	5,3%
	Total	180	100,0%	195	100,0%	375	100,0%
Koulikoro	Une année au plus	28	15,6%	37	18,9%	65	17,3%
	Entre 2 et 3 années	12	6,7%	14	7,1%	26	6,9%
	Tant qu'il y aura la menace des Jihadistes au Nord	86	48,0%	85	43,4%	171	45,6%
	Tant que nos forces armées et de sécurité ne seront pas en mesure de défendre l'intégrité territoriale nationale	27	15,1%	43	21,9%	70	18,7%
	Aussitôt près l'organisation de toutes les élections (législatives et municipales)	10	5,6%	3	1,5%	13	3,5%
	Autre	14	7,8%	4	2,0%	18	4,8%
	Ne sait pas	2	1,1%	10	5,1%	12	3,2%
	Total	179	100,0%	196	100,0%	375	100,0%
Sikasso	Une année au plus	20	11,2%	16	8,2%	36	9,6%
	Entre 2 et 3 années	21	11,7%	5	2,6%	26	6,9%
	Tant qu'il y aura la menace des Jihadistes au Nord	29	16,2%	31	15,8%	60	16,0%
	Tant que nos forces armées et de sécurité ne seront pas en mesure de défendre l'intégrité territoriale nationale	78	43,6%	107	54,6%	185	49,3%
	Aussitôt près l'organisation de toutes les élections (législatives et municipales)	11	6,1%	8	4,1%	19	5,1%
	Autre	18	10,1%	23	11,7%	41	10,9%
	Ne sait pas	2	1,1%	6	3,1%	8	2,1%
	Total	179	100,0%	196	100,0%	375	100,0%
Ségou	Une année au plus	39	21,7%	24	12,3%	63	16,8%
	Entre 2 et 3 années	29	16,1%	28	14,4%	57	15,2%
	Tant qu'il y aura la menace des Jihadistes au Nord	43	23,9%	52	26,7%	95	25,3%
	Tant que nos forces armées et de sécurité ne seront pas en mesure	27	15,0%	41	21,0%	68	18,1%

	de défendre l'intégrité territoriale nationale						
	Aussitôt près l'organisation de toutes les élections (législatives et municipales)	26	14,4%	33	16,9%	59	15,7%
	Autre	12	6,7%	12	6,2%	24	6,4%
	Ne sait pas	4	2,2%	5	2,6%	9	2,4%
	Total	180	100,0%	195	100,0%	375	100,0%
Mopti	Une année au plus	32	16,8%	35	18,9%	67	17,9%
	Entre 2 et 3 années	36	18,9%	31	16,8%	67	17,9%
	Tant qu'il y aura la menace des Jihadistes au Nord	49	25,8%	48	25,9%	97	25,9%
	Tant que nos forces armées et de sécurité ne seront pas en mesure de défendre l'intégrité territoriale nationale	62	32,6%	59	31,9%	121	32,3%
	Aussitôt près l'organisation de toutes les élections (législatives et municipales)	1	0,5%	1	0,5%	2	0,5%
	Autre	6	3,2%	6	3,2%	12	3,2%
	Ne sait pas	4	2,1%	5	2,7%	9	2,4%
	Total	190	100,0%	185	100,0%	375	100,0%
Tombouctou	Une année au plus	9	5,1%	4	2,0%	13	3,5%
	Entre 2 et 3 années	29	16,5%	33	16,6%	62	16,5%
	Tant qu'il y aura la menace des Jihadistes au Nord	67	38,1%	70	35,2%	137	36,5%
	Tant que nos forces armées et de sécurité ne seront pas en mesure de défendre l'intégrité territoriale nationale	61	34,7%	58	29,1%	119	31,7%
	Aussitôt près l'organisation de toutes les élections (législatives et municipales)	0	0,0%	1	0,5%	1	0,3%
	Autre	9	5,1%	32	16,1%	41	10,9%
	Ne sait pas	1	0,6%	1	0,5%	2	0,5%
	Total	176	100,0%	199	100,0%	375	100,0%
Gao	Une année au plus	25	11,3%	17	11,1%	42	11,2%
	Entre 2 et 3 années	38	17,1%	31	20,3%	69	18,4%
	Tant qu'il y aura la menace des Jihadistes au Nord	55	24,8%	36	23,5%	91	24,3%
	Tant que nos forces armées et de sécurité ne seront pas en mesure de défendre l'intégrité territoriale nationale	97	43,7%	57	37,3%	154	41,1%
	Aussitôt près l'organisation de toutes les élections (législatives et	4	1,8%	11	7,2%	15	4,0%

	municipales)						
	Ne sait pas	3	1,4%	1	0,7%	4	1,1%
	Total	222	100,0%	153	100,0%	375	100,0%
Ensemble	Une année au plus	236	15,6%	198	13,3%	434	14,5%
	Entre 2 et 3 années	223	14,8%	181	12,1%	404	13,5%
	Tant qu'il y aura la menace des Jihadistes au Nord	388	25,7%	406	27,2%	794	26,5%
	Tant que nos forces armées et de sécurité ne seront pas en mesure de défendre l'intégrité territoriale nationale	465	30,8%	469	31,5%	934	31,1%
	Aussitôt près l'organisation de toutes les élections (législatives et municipales)	79	5,2%	89	6,0%	168	5,6%
	Autre	87	5,8%	92	6,2%	179	6,0%
	Ne sait pas	32	2,1%	55	3,7%	87	2,9%
	Total	1510	100,0%	1490	100,0%	3000	100,0%

2.4.3 Rôle des populations et les collectivités locales dans la prise en charge de la sécurité

Les populations et les collectivités locales, de l'avis de 89% des citoyens interrogés (hommes ou femmes), doivent informer les forces armées et de sécurité de toute présence de personnes ou de toute activité suspecte. Près du tiers (32,8%) d'entre eux pensent que ces populations doivent s'organiser pour leur propre défense en attendant l'intervention des forces de sécurité. Les habitants des régions et du District de Bamako assignent aux populations les deux rôles précédemment cités.

Tableau 20 : Rôle des populations et les collectivités locales dans la prise en charge de la sécurité

Rôle des populations et les collectivités locales dans la prise en charge de la sécurité		Homme		Femme		Total	
		n	%	n	%	n	%
Bamako	Aucun	5	2,5%	1	0,6%	6	1,6%
	Informer les forces armées et de sécurité de toute présence de personne ou de toute activité suspecte	165	80,9%	135	78,9%	300	80,0%
	S'organiser pour leur propre défense en attendant l'intervention des forces de sécurité	61	29,9%	48	28,1%	109	29,1%
	Autre à préciser	11	5,4%	9	5,3%	20	5,3%
	Ne sait pas	3	1,5%	4	2,3%	7	1,9%
Kayes	Aucun	4	2,2%	8	4,1%	12	3,2%
	Informer les forces armées et de sécurité de toute présence de personne ou de toute activité suspecte	159	88,3%	150	76,9%	309	82,4%

	S'organiser pour leur propre défense en attendant l'intervention des forces de sécurité	34	18,9%	34	17,4%	68	18,1%
	Autre à préciser	10	5,6%	18	9,2%	28	7,5%
	Ne sait pas	12	6,7%	15	7,7%	27	7,2%
Koulikoro	Aucun	2	1,1%	0	0,0%	2	0,5%
	Informers les forces armées et de sécurité de toute présence de personne ou de toute activité suspecte	165	92,2%	188	95,9%	353	94,1%
	S'organiser pour leur propre défense en attendant l'intervention des forces de sécurité	50	27,9%	58	29,6%	108	28,8%
	Autre à préciser	5	2,8%	2	1,0%	7	1,9%
	Ne sait pas	2	1,1%	4	2,0%	6	1,6%
		4	2,2%	1	2,0%	5	1,3%
Sikasso	Aucun	4	2,2%	1	2,0%	5	1,3%
	Informers les forces armées et de sécurité de toute présence de personne ou de toute activité suspecte	163	91,1%	180	83,2%	343	91,5%
	S'organiser pour leur propre défense en attendant l'intervention des forces de sécurité	86	48,0%	125	43,9%	211	56,3%
	Autre à préciser	6	3,4%	1	3,1%	7	1,9%
	Ne sait pas	4	2,2%	3	2,0%	7	1,9%
		8	4,4%	3	1,5%	11	2,9%
Ségou	Aucun	8	4,4%	3	1,5%	11	2,9%
	Informers les forces armées et de sécurité de toute présence de personne ou de toute activité suspecte	161	89,4%	184	94,4%	345	92,0%
	S'organiser pour leur propre défense en attendant l'intervention des forces de sécurité	50	27,8%	54	27,7%	104	27,7%
	Autre à préciser	4	2,2%	4	2,1%	8	2,1%
	Ne sait pas	5	2,8%	3	1,5%	8	2,1%
		5	2,6%	2	1,1%	7	1,9%
Mopti	Aucun	5	2,6%	2	1,1%	7	1,9%
	Informers les forces armées et de sécurité de toute présence de personne ou de toute activité suspecte	166	87,4%	165	89,2%	331	88,3%
	S'organiser pour leur propre défense en attendant l'intervention des forces de sécurité	68	35,8%	62	33,5%	130	34,7%
	Autre à préciser	7	3,7%	2	1,1%	9	2,4%
	Ne sait pas	3	1,6%	1	0,5%	4	1,1%
		1	0,6%	0	0,0%	1	0,3%
Tombouctou	Aucun	1	0,6%	0	0,0%	1	0,3%
	Informers les forces armées et de sécurité de toute présence de personne ou de toute activité suspecte	163	92,6%	181	91,0%	344	91,7%

	S'organiser pour leur propre défense en attendant l'intervention des forces de sécurité	47	26,7%	45	22,6%	92	24,5%
	Autre à préciser	2	1,1%	0	0,0%	2	0,5%
Gao	Aucun	1	0,5%	0	0,0%	1	0,3%
	Informers les forces armées et de sécurité de toute présence de personne ou de toute activité suspecte	205	92,3%	143	93,5%	348	92,8%
	S'organiser pour leur propre défense en attendant l'intervention des forces de sécurité	92	41,4%	69	45,1%	161	42,9%
Ensemble	Aucun	30	2,0%	15	1,0%	45	1,5%
	Informers les forces armées et de sécurité de toute présence de personne ou de toute activité suspecte	1347	89,2%	1326	89,0%	2673	89,1%
	S'organiser pour leur propre défense en attendant l'intervention des forces de sécurité	488	32,3%	495	33,2%	983	32,8%
	Autre à préciser	45	3,0%	36	2,4%	81	2,7%
	Ne sait pas	29	1,9%	30	2,0%	59	2,0%

2.5. Situation économique

2.5.1 Appréciation de la situation du pays actuellement

Concernant la situation économique actuelle du pays, les avis sont mitigés : 25,6% des citoyens enquêtés sont d'appréciation très positive à positive ; 26,3% pensent que la situation est un peu positive contre 46,1% pour lesquels la situation économique est très négative à négative. Ce sont les habitants de Kayes en particulier dans leur majorité (57%) qui estiment la situation économique bonne. Par contre la majorité des citoyens de Koulikoro (56,5%), Ségou (84%), Sikasso (58,4%), Gao (59%) et du District de Bamako (50,4%) ont une appréciation négative de la situation économique du pays.

Tableau 21 : Appréciation faites-vous de la situation du pays actuellement

Appréciation faites-vous de la situation du pays actuellement		Homme		Femme		Total	
		n	%	N	%	n	%
Bamako	Très positive	13	6,4%	6	3,5%	19	5,1%
	Positive	17	8,3%	12	7,0%	29	7,7%
	Un peu positive	66	32,4%	60	35,1%	126	33,6%
	Négative	49	24,0%	45	26,3%	94	25,1%
	Très négative	52	25,5%	43	25,1%	95	25,3%
	Sans opinion	7	3,4%	5	2,9%	12	3,2%
	Total	204	100,0%	171	100,0%	375	100,0%
Kayes	Très positive	8	4,4%	1	0,5%	9	2,4%

Enquête d'opinion « Que pensent les Maliens ? »

	Positive	93	51,7%	113	57,9%	206	54,9%
	Un peu positive	31	17,2%	43	22,1%	74	19,7%
	Négative	39	21,7%	29	14,9%	68	18,1%
	Très négative	3	1,7%	2	1,0%	5	1,3%
	Sans opinion	6	3,3%	7	3,6%	13	3,5%
	Total	180	100,0%	195	100,0%	375	100,0%
Koulikoro	Très positive	2	1,1%	1	0,5%	3	0,8%
	Positive	34	19,0%	14	7,1%	48	12,8%
	Un peu positive	40	22,3%	46	23,5%	86	22,9%
	Négative	91	50,8%	121	61,7%	212	56,5%
	Très négative	7	3,9%	7	3,6%	14	3,7%
	Sans opinion	5	2,8%	7	3,6%	12	3,2%
	Total	179	100,0%	196	100,0%	375	100,0%
Sikasso	Très positive	1	0,6%	2	1,0%	3	0,8%
	Positive	13	7,3%	17	8,7%	30	8,0%
	Un peu positive	61	34,1%	52	26,5%	113	30,1%
	Négative	37	20,7%	28	14,3%	65	17,3%
	Très négative	62	34,6%	92	46,9%	154	41,1%
	Sans opinion	5	2,8%	5	2,6%	10	2,7%
	Total	179	100,0%	196	100,0%	375	100,0%
Ségou	Très positive	2	1,1%	0	0,0%	2	0,5%
	Positive	7	3,9%	7	3,6%	14	3,7%
	Un peu positive	24	13,3%	19	9,7%	43	11,5%
	Négative	65	36,1%	78	40,0%	143	38,1%
	Très négative	82	45,6%	90	46,2%	172	45,9%
	Sans opinion	0	0,0%	1	0,5%	1	0,3%
	Total	180	100,0%	195	100,0%	375	100,0%
Mopti	Très positive	11	5,8%	6	3,2%	17	4,5%
	Positive	65	34,2%	84	45,4%	149	39,7%
	Un peu positive	56	29,5%	43	23,2%	99	26,4%
	Négative	56	29,5%	51	27,6%	107	28,5%
	Très négative	2	1,1%	0	0,0%	2	0,5%
	Sans opinion	0	0,0%	1	0,5%	1	0,3%
	Total	190	100,0%	185	100,0%	375	100,0%
Tombouctou	Très positive	6	3,4%	7	3,5%	13	3,5%
	Positive	65	36,9%	88	44,2%	153	40,8%
	Un peu positive	87	49,4%	86	43,2%	173	46,1%
	Négative	11	6,3%	13	6,5%	24	6,4%
	Très négative	4	2,3%	3	1,5%	7	1,9%
	Sans opinion	3	1,7%	2	1,0%	5	1,3%
	Total	176	100,0%	199	100,0%	375	100,0%
Gao	Très positive	3	1,4%	4	2,6%	7	1,9%
	Positive	41	18,5%	25	16,3%	66	17,6%
	Un peu positive	50	22,5%	24	15,7%	74	19,7%
	Négative	77	34,7%	64	41,8%	141	37,6%
	Très négative	46	20,7%	34	22,2%	80	21,3%

	Sans opinion	5	2,3%	2	1,3%	7	1,9%
	Total	222	100,0%	153	100,0%	375	100,0%
Ensemble	Très positive	46	3,0%	27	1,8%	73	2,4%
	Positive	335	22,2%	360	24,2%	695	23,2%
	Un peu positive	415	27,5%	373	25,0%	788	26,3%
	Négative	425	28,1%	429	28,8%	854	28,5%
	Très négative	258	17,1%	271	18,2%	529	17,6%
	Sans opinion	31	2,1%	30	2,0%	61	2,0%
	Total	1510	100,0%	1490	100,0%	3000	100,0%

2.5.2 Propositions pour la relance des activités économiques

Pour la relance des activités économiques, les citoyens proposent de reprendre la coopération économique avec les PTF (71%) et de mobiliser l'aide promise pour la reconstruction (50%). Près de la moitié (48,7%) d'entre eux demandent de financer les projets de développement au Nord. D'autres propositions, non de moindre importance, portent sur le financement des activités de réconciliation nationale, l'annulation des dettes du pays et la reconstruction des infrastructures détruites ou dégradées.

Les propositions faites par les citoyens varient selon les zones d'enquête. La reprise de la coopération économique avec les PTF demeure la proposition la plus fréquemment énoncée dans toutes les zones du sondage, à l'exception des régions de Tombouctou et Gao le financement des projets de développement du Nord est cité comme priorité absolue.

Tableau 22 : Propositions pour la relance des activités économiques au nord comme au sud

Propositions pour la relance des activités économiques au nord comme au sud		Homme		Femme		Total	
		N	%	n	%	n	%
Bamako	Reprendre la coopération économique avec les PTF	67	40,1%	90	60,8%	157	49,8%
	Mobiliser l'aide promise pour la reconstruction	35	21,0%	41	27,7%	76	24,1%
	Reconstruire les infrastructures détruites ou dégradées du fait de l'occupation ou de la guerre de reconquête	37	22,2%	36	24,3%	73	23,2%
	Annuler les dettes du Mali	32	19,2%	27	18,2%	59	18,7%
	Financer les projets de développement au nord	34	20,4%	48	32,4%	82	26,0%
	Financer les activités de réconciliation nationale	28	16,8%	35	23,6%	63	20,0%
	Autre à préciser	77	46,1%	40	27,0%	117	37,1%
	Ne sait pas	1	0,6%	1	0,7%	2	0,6%
Kayes	Reprendre la coopération économique avec les PTF	52	71,2%	55	74,3%	107	72,8%
	Mobiliser l'aide promise pour la reconstruction	32	43,8%	29	39,2%	61	41,5%
	Reconstruire les infrastructures détruites ou dégradées du fait de l'occupation ou de la guerre de reconquête	10	13,7%	4	5,4%	14	9,5%
	Annuler les dettes du Mali	3	4,1%	5	6,8%	8	5,4%

	Financer les projets de développement au nord	4	5,5%	4	5,4%	8	5,4%
	Financer les activités de réconciliation nationale	6	8,2%	14	18,9%	20	13,6%
	Autre à préciser	35	47,9%	30	40,5%	65	44,2%
	Ne sait pas	2	2,7%	2	2,7%	4	2,7%
Koulikoro	Reprendre la coopération économique avec les PTF	107	77,5%	137	78,7%	244	78,2%
	Mobiliser l'aide promise pour la reconstruction	54	39,1%	49	28,2%	103	33,0%
	Reconstruire les infrastructures détruites ou dégradées du fait de l'occupation ou de la guerre de reconquête	12	8,7%	3	1,7%	15	4,8%
	Annuler les dettes du Mali	12	8,7%	2	1,1%	14	4,5%
	Financer les projets de développement au nord	58	42,0%	56	32,2%	114	36,5%
	Financer les activités de réconciliation nationale	34	24,6%	31	17,8%	65	20,8%
	Autre à préciser	28	20,3%	31	17,8%	59	18,9%
	Ne sait pas	4	2,9%	8	4,6%	12	3,8%
Sikasso	Reprendre la coopération économique avec les PTF	127	79,4%	144	83,7%	271	81,6%
	Mobiliser l'aide promise pour la reconstruction	111	69,4%	117	68,0%	228	68,7%
	Reconstruire les infrastructures détruites ou dégradées du fait de l'occupation ou de la guerre de reconquête	100	62,5%	93	54,1%	193	58,1%
	Annuler les dettes du Mali	100	62,5%	105	61,0%	205	61,7%
	Financer les projets de développement au nord	72	45,0%	81	47,1%	153	46,1%
	Financer les activités de réconciliation nationale	93	58,1%	99	57,6%	192	57,8%
	Autre à préciser	38	23,8%	48	27,9%	86	25,9%
	Ne sait pas	0	0,0%	7	4,1%	7	2,1%
Ségou	Reprendre la coopération économique avec les PTF	124	72,5%	114	61,0%	238	66,5%
	Mobiliser l'aide promise pour la reconstruction	99	57,9%	97	51,9%	196	54,7%
	Reconstruire les infrastructures détruites ou dégradées du fait de l'occupation ou de la guerre de reconquête	81	47,4%	96	51,3%	177	49,4%
	Annuler les dettes du Mali	46	26,9%	48	25,7%	94	26,3%
	Financer les projets de développement au nord	91	53,2%	84	44,9%	175	48,9%
	Financer les activités de réconciliation nationale	77	45,0%	69	36,9%	146	40,8%
	Autre à préciser	41	24,0%	48	25,7%	89	24,9%
	Ne sait pas	2	1,2%	2	1,1%	4	1,1%
Mopti	Reprendre la coopération économique avec les PTF	88	77,2%	69	73,4%	157	75,5%
	Mobiliser l'aide promise pour la reconstruction	81	71,1%	60	63,8%	141	67,8%
	Reconstruire les infrastructures détruites ou dégradées du fait de l'occupation ou de la guerre de reconquête	69	60,5%	47	50,0%	116	55,8%
	Annuler les dettes du Mali	45	39,5%	39	41,5%	84	40,4%
	Financer les projets de développement au nord	45	39,5%	35	37,2%	80	38,5%

	Financer les activités de réconciliation nationale	24	21,1%	15	16,0%	39	18,8%
	Autre à préciser	8	7,0%	11	11,7%	19	9,1%
Tombouctou	Reprendre la coopération économique avec les PTF	82	80,4%	72	70,6%	154	75,5%
	Mobiliser l'aide promise pour la reconstruction	64	62,7%	36	35,3%	100	49,0%
	Reconstruire les infrastructures détruites ou dégradées du fait de l'occupation ou de la guerre de reconquête	64	62,7%	57	55,9%	121	59,3%
	Annuler les dettes du Mali	57	55,9%	49	48,0%	106	52,0%
	Financer les projets de développement au nord	92	90,2%	80	78,4%	172	84,3%
	Financer les activités de réconciliation nationale	61	59,8%	38	37,3%	99	48,5%
	Autre à préciser	1	1,0%	0	0,0%	1	0,5%
Gao	Reprendre la coopération économique avec les PTF	131	75,7%	83	68,0%	214	72,5%
	Mobiliser l'aide promise pour la reconstruction	107	61,8%	73	59,8%	180	61,0%
	Reconstruire les infrastructures détruites ou dégradées du fait de l'occupation ou de la guerre de reconquête	89	51,4%	67	54,9%	156	52,9%
	Annuler les dettes du Mali	92	53,2%	65	53,3%	157	53,2%
	Financer les projets de développement au nord	161	93,1%	112	91,8%	273	92,5%
	Financer les activités de réconciliation nationale	63	36,4%	52	42,6%	115	39,0%
	Autre à préciser	11	6,4%	12	9,8%	23	7,8%
Ensemble	Reprendre la coopération économique avec les PTF	778	70,9%	764	71,2%	1542	71,0%
	Mobiliser l'aide promise pour la reconstruction	583	53,1%	502	46,8%	1085	50,0%
	Reconstruire les infrastructures détruites ou dégradées du fait de l'occupation ou de la guerre de reconquête	462	42,1%	403	37,6%	865	39,8%
	Annuler les dettes du Mali	387	35,2%	340	31,7%	727	33,5%
	Financer les projets de développement au nord	557	50,7%	500	46,6%	1057	48,7%
	Financer les activités de réconciliation nationale	386	35,2%	353	32,9%	739	34,0%
	Autre à préciser	239	21,8%	220	20,5%	459	21,1%
	Ne sait pas	9	0,8%	20	1,9%	29	1,3%

ANNEXE :
Caractéristiques sociodémographiques
de la population enquêtée

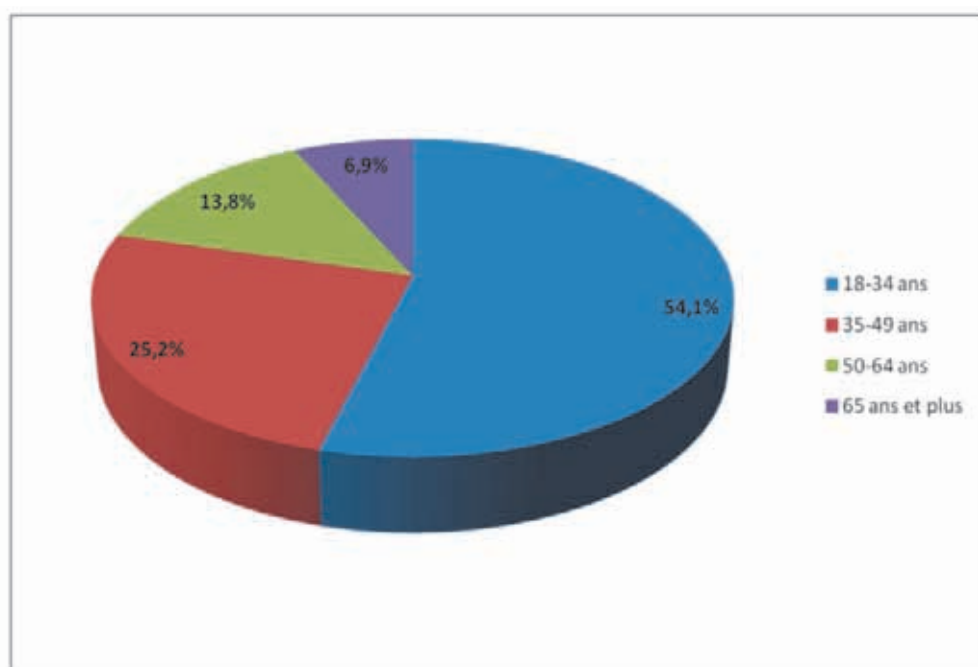
Les caractéristiques de l'échantillon enquêté portent sur les indicateurs ci-après :

- Le sexe ;
- L'âge ;
- Le niveau d'instruction ;

Les données de l'échantillon selon les indicateurs ci-dessus mentionnés sont indiquées dans les tableaux qui suivent.

1. Sexe et classe d'âge

La population totale enquêtée (18 ans et plus) est composée d'environ 49,7% de femmes contre 50,3% d'hommes. La répartition par classe d'âge pour l'ensemble de la population des zones enquêtées est indiquée au graphique suivant.



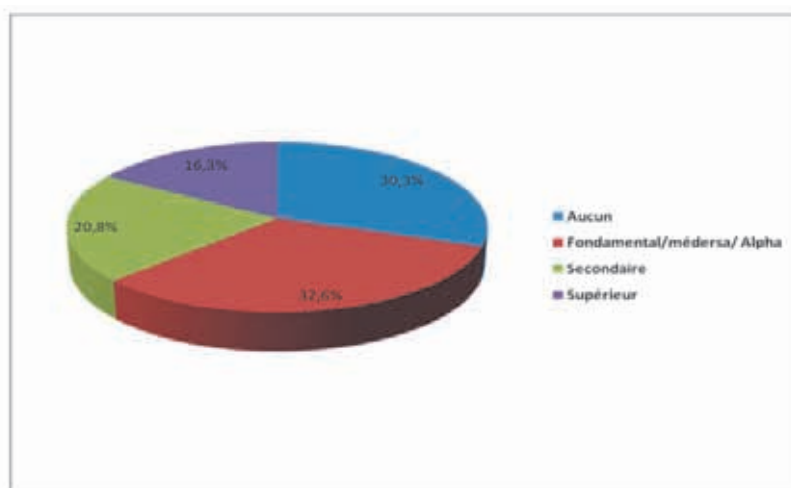
Elle montre une prédominance des jeunes avec plus de 54% des enquêté (e)s qui ont entre 18-34 ans, suivis des 35-49 ans (25,2%), de 50-64 ans (13,8%) et 65 ans et plus (6,9%).

Groupe d'âge et Sexe		Homme		Femme		Total	
		n	%	n	%	n	%
Bamako	18-34 ans	12	58,8	10	59,1	22	58,9
	35-49 ans	0	%	1	%	1	%
	50-64 ans	52	25,5	41	24,0	93	24,8
	65 ans et plus	22	10,8	21	12,3	43	11,5
	Tot	10	4,9%	8	4,7%	18	4,8%
	al	20	100,	17	100,	37	100,
		4	0%	1	0%	5	0%
Kayes	18-34 ans	91	50,6	10	53,3	19	52,0
	35-49 ans	48	26,7	4	24,6	5	25,6
	50-64 ans	28	15,6	48	24,6	96	25,6
	65 ans et plus	27	13,8	27	13,8	55	14,7
	Tot	13	7,2%	16	8,2%	29	7,7%
	al	18	100,	19	100,	37	100,
		0	0%	5	0%	5	0%
Koulikoro	18-34 ans	98	54,7	11	57,7	21	56,3
	35-49 ans	35	19,6	3	25,5	1	22,7
	50-64 ans	29	16,2	50	25,5	85	22,7
	65 ans et plus	26	13,3	26	13,3	55	14,7
	Tot	17	9,5%	7	3,6%	24	6,4%
	al	17	100,	19	100,	37	100,
		9	0%	6	0%	5	0%
Sikasso	18-34 ans	95	53,1	11	56,6	20	54,9
	35-49 ans	47	26,3	1	25,0	6	25,6
	50-64 ans	24	13,4	49	25,0	96	25,6
	65 ans et plus	13	7,3%	24	12,2	48	12,8
	Tot	13	7,3%	12	6,1%	25	6,7%
	al	17	100,	19	100,	37	100,
		9	0%	6	0%	5	0%
Ségou	18-34 ans	87	48,3	10	53,8	19	51,2
	35-49 ans	52	28,9	5	27,2	2	28,0
	50-64 ans	26	14,4	53	27,2	10	28,0
	65 ans et plus	15	8,3%	26	13,3	5	13,9
	Tot	18	100,	11	5,6%	26	6,9%
	al	18	100,	19	100,	37	100,
		0	0%	5	0%	5	0%
Mopti	18-34 ans	80	42,1	10	56,2	18	49,1
	35-49 ans	50	26,3	4	26,5	4	26,4
	50-64 ans	38	20,0	49	26,5	99	26,4
	65 ans et plus	22	11,6	22	11,9	60	16,0
	Tot	22	11,6	10	5,4%	32	8,5%

		Tot	19	100,	18	100,	37	100,
	al		0	0%	5	0%	5	0%
Tombouctou	18-	18-	79	44,9	11	55,3	18	50,4
	34 ans			%	0	%	9	%
	35-	35-	54	30,7	48	24,1	10	27,2
	49 ans			%		%	2	%
	50-	50-	27	15,3	28	14,1	55	14,7
	64 ans			%		%		%
	65 ans et plus	65 ans et plus	16	9,1%	13	6,5%	29	7,7%
	Tot	Tot	17	100,	19	100,	37	100,
	al		6	0%	9	0%	5	0%
Gao	18-	18-	14	63,5	84	54,9	22	60,0
	34 ans		1	%		%	5	%
	35-	35-	44	19,8	37	24,2	81	21,6
	49 ans			%		%		%
	50-	50-	25	11,3	20	13,1	45	12,0
	64 ans			%		%		%
	65 ans et plus	65 ans et plus	12	5,4%	12	7,8%	24	6,4%
	Tot	Tot	22	100,	15	100,	37	100,
	al		2	0%	3	0%	5	0%
Ensemble	18-	18-	79	52,4%	83	55,8%	16	54,1%
	34 ans		1		2		23	
	35-	35-	38	25,3%	37	25,2%	75	25,2%
	49 ans		2		5		7	
	50-	50-	21	14,5%	19	13,0%	41	13,8%
	64 ans		9		4		3	
	65 ans et plus	65 ans et plus	11	7,8%	89	6,0%	20	6,9%
	Tot	Tot	15		14		30	
	al		10	100,0%	90	100,0%	00	100,0%

2. Répartition par sexe et niveau d'instruction

La répartition de la population totale enquêtée pour l'ensemble des zones selon le niveau d'instruction est indiquée au graphique ci-dessous.



Elle se présente comme suit : environ 30% ne sont pas instruits, 33% ont juste fréquenté l'école coranique ou sont alphabétisés, 21% ont le niveau secondaire et 16% ont le niveau supérieur.

La proportion des sans niveau d'instruction est plus élevée dans les régions de Kayes et Gao avec environ 40%. Le tiers des enquêtés de Bamako est de niveau supérieur.

Niveau d'étude et Sexe		Homme		Femme		Total	
		N	%	N	%	n	%
Bamako	Aucun	48	23,5%	37	21,6%	85	22,7%
	Fondamental/médersa/Alpha	45	22,1%	46	26,9%	91	24,3%
	Secondaire	45	22,1%	31	18,1%	76	20,3%
	Supérieur	66	32,4%	57	33,3%	123	32,8%
	Total	204	100,0%	171	100,0%	375	100,0%
Kayes	Aucun	59	32,8%	92	47,2%	151	40,3%
	Fondamental/médersa/Alpha	67	37,2%	56	28,7%	123	32,8%
	Secondaire	41	22,8%	37	19,0%	78	20,8%
	Supérieur	13	7,2%	10	5,1%	23	6,1%
	Total	180	100,0%	195	100,0%	375	100,0%
Koulikoro	Aucun	51	28,5%	56	28,6%	107	28,5%
	Fondamental/médersa/Alpha	44	24,6%	65	33,2%	109	29,1%
	Secondaire	64	35,8%	51	26,0%	115	30,7%
	Supérieur	20	11,2%	24	12,2%	44	11,7%
	Total	179	100,0%	196	100,0%	375	100,0%

Sikasso	Aucun	34	19,0%	69	35,2%	103	27,5%
	Fondamental/médersa/ Alpha	42	23,5%	42	21,4%	84	22,4%
	Secondaire	52	29,1%	45	23,0%	97	25,9%
	Supérieur	51	28,5%	40	20,4%	91	24,3%
	Total	179	100,0%	196	100,0%	375	100,0%
Ségou	Aucun	41	22,8%	66	33,8%	107	28,5%
	Fondamental/médersa/ Alpha	83	46,1%	91	46,7%	174	46,4%
	Secondaire	25	13,9%	28	14,4%	53	14,1%
	Supérieur	31	17,2%	10	5,1%	41	10,9%
	Total	180	100,0%	195	100,0%	375	100,0%
Mopti	Aucun	50	26,3%	59	31,9%	109	29,1%
	Fondamental/médersa/ Alpha	106	55,8%	78	42,2%	184	49,1%
	Secondaire	26	13,7%	34	18,4%	60	16,0%
	Supérieur	8	4,2%	14	7,6%	22	5,9%
	Total	190	100,0%	185	100,0%	375	100,0%
Tombouctou	Aucun	34	19,3%	59	29,6%	93	24,8%
	Fondamental/médersa/ Alpha	45	25,6%	73	36,7%	118	31,5%
	Secondaire	33	18,8%	35	17,6%	68	18,1%
	Supérieur	64	36,4%	32	16,1%	96	25,6%
	Total	176	100,0%	199	100,0%	375	100,0%
Gao	Aucun	78	35,1%	75	49,0%	153	40,8%
	Fondamental/médersa/ Alpha	59	26,6%	37	24,2%	96	25,6%
	Secondaire	50	22,5%	27	17,6%	77	20,5%
	Supérieur	35	15,8%	14	9,2%	49	13,1%
	Total	222	100,0%	153	100,0%	375	100,0%
Ensemble	Aucun	395	26,2%	513	34,4%	908	30,3%
	Fondamental/médersa/ Alpha	491	32,5%	488	32,8%	979	32,6%
	Secondaire	336	22,3%	288	19,3%	624	20,8%
	Supérieur	288	19,1%	201	13,5%	489	16,3%
	Total	1510	100,0%	1490	100,0%	3000	100,0%

ISSN
1987-0884

Imprim Color